

RELANCE ÉCONOMIQUE

Le Président Tebboune instruit le Premier ministre de préparer une rencontre sur le plan de relance socio-économique en août

P. 24

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE

Le Président Tebboune reçoit de nouveaux messages de vœux de chefs d'Etat

P. 24

OPEP+

M. Attar prendra part aujourd'hui aux travaux de la 20^{ème} réunion du JMMC

P. 24

EN PREVISION DE L'AID EL ADHA

Garanties de liquidités aux bureaux de poste

"Je tiens à rassurer les citoyens de la disponibilité des liquidités au niveau de l'ensemble des bureaux de poste répartis à travers le territoire national", notamment en prévision de l'Aïd El Adha (fête du sacrifice), a déclaré hier, M. Boumzar à la Radio nationale. Il a fait savoir que des mesures ont été mises en œuvre en collaboration avec la banque d'Algérie pour une meilleure prestation de service. Le ministre a, par ailleurs, relevé que "plus de 374 milliards de DA ont été retirés des bureaux de poste en juin dernier", qualifiant ce chiffre d'"énorme".

P. 4

APS



JOURNÉE NATIONALE DE L'ENFANT

Chenine : «L'enfance en Algérie jouit d'un cadre juridique "intégré" assurant sa protection et la concrétisation de ses droits»

P. 3

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

"Reprise progressive des cours en fonction des spécificités de chaque établissement universitaire"

P. 3

ARMÉNIE-AZERBAÏDJAN

12 morts dans des combats aux frontières

P. 15

SANTÉ

2 cancers sur 3 vont être guéris à la fin de la décennie

P.p 12-13

F   T BALL

La FAF décide de convoquer une AGEx pour trancher l'avenir de ses compétitions

P. 21



HAINE EN LIGNE

YouTube ferme une chaîne d'un extrémiste autrichien

P. 17

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE
Six narco-trafiquants arrêtés et une quantité de psychotropes saisie à Oum El Bouaghi et Bordj Bou Arreridj

P. 2

JUSTICE

Vers plus de fermeté envers les auteurs d'agressions contre le personnel des établissements de santé



Le ministre de la Justice Belkacem Zeghmati a instruit mardi les procureurs généraux à l'effet d'arrêter et de présenter devant le procureur de la République les auteurs d'agressions contre le personnel du corps médical et paramédical et les gestionnaires des établissements de santé, indiquant un communiqué du ministère de la Justice.

"Suite à la recrudescence du phénomène des agressions contre les personnels du corps médical et paramédical et les gestionnaires des établissements de santé, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, a adressé, en ce jour, le 14 juillet 2020, une instruction aux procureurs généraux près les cours de Justice, à l'effet de les sensibiliser à la gravité de ce phénomène, d'une part et de les appeler à y faire face avec la fermeté requise par la conjoncture sanitaire que traverse le pays, d'autre part", lit-t-on dans le communiqué.

Pour ce faire, "la note a porté sur des instructions quant à la nécessité de recourir d'office à l'arrestation des individus qui commettent de tels actes et à appliquer à leur encontre les procédures de garde à vue, en vue de les présenter devant le procureur de la République, tout en présentant des réquisitoires fermes, soit devant les juges d'instruction ou les juridictions compétentes et de faire appel des jugements et verdicts contraires à ces réquisitoires", conclut le communiqué.

HÔPITAL D'ANNABA Dépôt de plainte pour agression d'un médecin résident



Une plainte pour agression d'un médecin résident du service de réanimation chargé des malades atteints du Covid-19 de l'hôpital Ibn Sina a été déposée par le Centre hospitalo-universitaire, (CHU) d'Annaba, a-t-on appris auprès de la cellule de communication du CHU.

La même source a précisé que la victime a été agressée physiquement alors qu'elle tentait d'interdire à un parent d'une patiente décédée au service de réanimation des malades atteints du coronavirus à l'hôpital Ibn Sina, d'accéder à ce service sans l'équipement de protection obligatoire.

Selon la même source, l'agresseur a été appréhendé par des éléments de la police à l'hôpital. Aussi, un certificat d'incapacité de travail de quatre (4) jours a été remis à la victime, soumise à une expertise médicale, a-t-on conclu.

JUSTICE - HABITAT

Khenchela : un verdict annule la facture des charges communes et frais de services supportée par les habitants de la cité AADL

La Cour de justice de Khenchela a prononcé un verdict ordonnant l'annulation de la facture des charges communes et frais de services supportée par les habitants de la cité AADL de la commune de Khenchela. Le verdict adjoint à la copie exécutoire et daté du 13 juillet 2020 "oblige l'Agence nationale pour l'amélioration et le développement du logement (AADL) à annuler la facture des charges communes et frais de services estimés à plus de 3.000 DA par mois pour les bénéficiaires du projet 2000 logements AADL à Khenchela".

Le verdict qui vient confirmer celui prononcé en date du 19 décembre 2019 par le tribunal de Khenchela fait obligation à l'Agence AADL "d'annuler le paiement de la facture des frais des charges et services jusqu'à l'établissement des contrats de location-vente en plus de la nécessité d'y joindre un alinéa qui définit avec précision le régime de la copropriété".

Le président du comité du quartier AADL, Djemai Bekkouche, a mis l'accent sur "les multiples problèmes rencontrés par les habitants dont l'apparition de fissures sur les murs et le glissement de terrain faute d'un mur de soutènement".



CRIMINALITÉ - RELIZANE

Mise hors d'état de nuire d'une bande spécialisée dans l'émigration clandestine et l'escroquerie

Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la sûreté de wilaya de Relizane ont mis hors d'état de nuire une bande spécialisée dans l'émigration clandestine et l'escroquerie, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya.

Cette opération a été menée sur la base d'informations parvenues aux services de la sûreté de wilaya et une plainte déposée par un jeune ayant fait l'objet d'escroquerie par cinq individus dont deux résidant dans la wilaya d'Oran auxquels il aurait versé une somme d'argent en contrepartie d'une traversée clandestine vers l'Espagne par mer, a-t-on indiqué. Les enquêtes approfondies et l'intensification des recherches ont permis l'identification des mis en cause et la perquisition dans leurs domiciles s'est soldée par la saisie d'une barque, d'un moteur, d'un réservoir d'essence et d'équipements utilisés pour l'émigration clandestine, a-t-on fait savoir.

Une procédure judiciaire a été engagée contre les cinq prévenus devant les autorités judiciaires pour "constitution d'une association de malfaiteurs, organisation d'émigration clandestine et escroquerie".

SÉTIF

Décès du directeur de la poste et de télécommunication suspecté atteint du coronavirus

Le directeur de la poste et de télécommunication de la wilaya de Sétif, Mohamed Tayeb Redjem, est décédé, mardi, à l'établissement public hospitalier, EPH-Chahid Chahouab Abdelkader d'Ain El Kebira au Nord de Sétif, a-t-on appris du chargé de l'information auprès de cette structure de santé, Rabah Bendif.

Le défunt suspecté atteint du coronavirus, a été admis lundi soir au service d'isolation de l'hôpital Ain El Kebira et a rendu l'âme mardi à l'âge de 62ans, a précisé la même source à l'APS.

Il sera inhumé conformément aux dispositions applicables pour les cas atteints du Covid-19, "même si les résultats du dépistage du virus effectué au défunt n'ont pas été donnés", a-t-on fait savoir.

ELECTRICITÉ - COUPURES

Alger : coupure d'électricité, aujourd'hui, dans la commune de Sidi Moussa



Une coupure de l'alimentation en électricité surviendra jeudi 16 juillet dans la commune de Sidi Moussa (Alger) de 07h jusqu'à 15h, a indiqué mardi un communiqué de la Direction de distribution de électricité et du gaz de Gué de Constantine, relevant de la société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

Cette coupure surviendra dans le cadre des travaux au niveau de la ligne haute tension 30kv, a expliqué le communiqué.

Les localités qui seront touchées par cette coupure dans la commune de Sidi Moussa sont Haouch Rais, Hai Dhimet, Hai Chahid Nezali et Hai Houaoura.

Pour toute information, la Direction de Distribution de Gué de Constantine met à la disposition de sa clientèle le numéro 33 03, joignable 24h/24 et 7j/7.

TIPASA

Interdiction du camping et de la villégiature en forêts

Le wali de Tipasa, Omar Hadj Moussa, a émis, mardi, une décision portant interdiction du camping et des regroupements dans les espaces forestiers, pour villégiature, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette décision a été émise, sur proposition de la Conservation des forêts de la wilaya, suite au constat d'un afflux important des citoyens sur les espaces forestiers, pour des activités de camping ou de villégiature "ce qui constitue un risque de proration du coronavirus", a indiqué la même source à l'APS.

Ainsi, "le camping est strictement interdit à l'intérieur et aux abords des forêts du territoire de la wilaya", selon cette décision s'incrivant dans le cadre des mesures de prévention.

Le même document interdit, également, toute forme de villégiature en forêt, au même titre que le parking des véhicules et des motos à l'intérieur ou aux abords de la forêt.

Cette décision s'ajoute à la série de mesures préventives, prises par la wilaya de Tipasa, depuis la déclaration de cette pandémie, dont la dernière en date interdit la circulation automobile de et vers la wilaya, exception faite des véhicules de transport des marchandises.

Un confinement partiel, fixé de 13h00, jusqu'à 5h00 du matin, a été, également, décidé pour 10 communes de l'Est et du Centre de Tipasa, ayant enregistré une hausse dans les cas de contamination par la Covid-19.



JOURNÉE NATIONALE DE L'ENFANT

Chenine : « L'enfance en Algérie jouit d'un cadre juridique "intégré" assurant sa protection et la concrétisation de ses droits »

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine a affirmé mardi à Alger que l'enfance en Algérie jouissait d'un cadre juridique "intégré" assurant sa protection et la concrétisation de ses droits.

Supervisant avec le ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de Condition de la femme, Kaoutar Kirikou, une rencontre sur l'enfant parlementaire à l'occasion de la Journée nationale de l'Enfant, M. Chenine a indiqué que "l'enfance dans notre pays dispose désormais d'un cadre juridique intégré assurant sa protection et la concrétisation de ses droits".

Le président de la chambre basse du parlement a rappelé, dans ce cadre, que l'Etat garantissait "conformément aux dispositions de la loi 15-12 du 15 juillet 2015 relative à la protection de l'enfant contre toutes formes de préjudice, de négligence, de violence, de mauvais traitement, d'exploitation ou de toute atteinte physique, morale ou sexuelle".

A ce propos, M. Chenine a salué les réalisations de l'enfant en matière de consécration de ses droits dans la législation et sur le terrain, soulignant que l'enfance en Algérie n'est guère exposée aux dépassements et à la criminalité que connaissent certains pays. Rien n'empêche cependant, a-t-il dit, de poursuivre le renforcement et

la promotion de ce système pour garder l'enfant une des priorités de la politique nationale sociale.

Il a également rappelé que l'APN avait adopté février dernier le plan d'action du Gouvernement qui s'est engagé à "consolider les mesures visant à développer les capacités de l'enfant et à promouvoir sa participation et assurer sa protection des mauvais traitements et des dangers physiques et moraux et de toute forme d'exploitation".

Par ailleurs, M. Chenine a salué la présence de l'Algérie au sein du Parlement arabe de l'enfant en qualité de membre, appelant à "transmettre avec fierté les réalisations de l'Etat en matière de protection et de garantie des droits de l'enfant, à travers la création de délégations et de services pour assurer sa prise en charge dans tous les aspects de sa vie jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de la majorité". Pour sa part, Mme Krikou a rappelé les mesures mises en place par l'Etat visant la protection et la promotion de l'enfance, à l'instar de l'élaboration d'une stratégie nationale globale en matière de protection de l'enfance et la pro-



mulgation de la loi sur la protection de l'enfant le 15 juillet 2015, en tant que "saut qualitatif" dans ce domaine.

Réitérant la disposition de son secteur à ouvrir la voie aux initiatives de la catégorie de l'enfance, à les encadrer et à les accompagner dans ce domaine, le ministre a annoncé le projet de création du Parlement algérien de l'enfant. De son côté, la représentante du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) par intérim, Souraya Has-

san s'est félicitée des efforts de l'Algérie en matière de protection et de promotion de l'enfance notamment dans le domaine législatif et de la protection sociale. Organisée par le ministère de la Solidarité nationale sous le slogan "Enfance, berceau de la responsabilité", cette rencontre est consacrée au droit de l'enfant à la santé, un thème qui sera abordé durant la prochaine session du Parlement arabe de l'enfant prévue fin juillet en cours.

**AÏD EL-ADHA
Le ministère des Affaires religieuses appelle au strict respect des consignes de prévention**

La commission de la Fatwa du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a appelé, dans un communiqué rendu public mardi, les citoyens au strict respect des consignes de prévention et des règles d'hygiène à l'occasion de la fête de l'Aïd el-Adha, afin d'éviter la propagation de la Covid-19. Rappelant la règle religieuse permettant le sacrifice collectif (bovin ou camelin) ainsi que la possibilité pour le croyant de dédier le sacrifice à des proches, en l'occurrence parents, enfants, frères et sœurs etc, la commission ministérielle de la Fatwa préconise ces solutions "afin d'éviter les regroupements et les rassemblements favorisant la propagation du virus", ajoute la même source. "De même qu'il est permis, pour celui qui peut sacrifier, de confier l'achat et le sacrifice à un abattoir agréé ou à des professionnels tels que les bouchers, c'est d'ailleurs plus judicieux pour la sécurité et la prévention contre la propagation de cette épidémie", lit-on dans le communiqué. Dans le cadre de la prévention toujours, la Commission souligne, en outre, "la possibilité d'effectuer le sacrifice le deuxième, voire le troisième jour de l'Aïd el-Adha", estimant que c'est là un moyen d'éviter les regroupements des croyants lors de l'accomplissement de ce rite. Compte tenu de la situation exceptionnelle, ils sont appelés au strict respect des mesures de prévention, et ce, pour réduire les possibilités de contaminations "en raison des erreurs prévisibles lors de la fête de l'Aïd, tel que cela a été constaté lors de l'Aïd el-Fitr dernier", ajoute la même source. A ce propos, la commission appelle la société civile et les comités de quartiers à contribuer à la sensibilisation des citoyens à "l'impératif du strict respect des consignes de sécurité et des règles d'hygiène en évitant d'effectuer le sacrifice au niveau des espaces et rues que les pouvoirs publics s'emploient à désinfecter".

Par ailleurs, le Commission a plaidé pour "la mise en place de services de livraison à domicile dans le cadre des mesures autorisées afin de faciliter la tâche au citoyen et ainsi éviter les rassemblements". Préconisant, d'autre part, "la désinfection impérative du matériel d'égoûtage et d'écorchage en évitant leur échange ou emprunt", elle recommande de "réduire le nombre de participants à l'opération du sacrifice".

La Commission souligne, enfin, l'obligation du port du masque durant toutes les étapes, de l'achat jusqu'à la fin de l'opération du sacrifice, exhortant les citoyens à éviter les réunions, les visites familiales et les déplacements aux cimetières, et à recourir aux nouveaux moyens de communication pour l'échange des vœux.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

"Reprise progressive des cours en fonction des spécificités de chaque établissement universitaire"

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdelbaki Benziane a annoncé, mardi à Alger, une reprise "progressive" des cours en fonction des spécificités de chaque établissement universitaire et dans le "strict" respect des mesures préventives imposées par la situation sanitaire suite à la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus. "La reprise des activités pédagogiques se fera de manière progressive dans le strict respect des mesures préventives et en fonction de l'évolution de la situation sanitaire et épidémiologique, et des spécificités des établissements d'enseignement supérieur et des régions dans lesquelles ils sont implantés", a déclaré le ministre lors d'une rencontre avec les représentants d'organisations étudiantes. Lors de cette réunion consacrée au débat du plan d'action d'urgence relatif à la clôture de l'année universitaire en cours et la préparation de la prochaine rentrée, M. Benziane a précisé que "cette situation inédite en appelle à plus de flexibilité dans l'adaptation des méthodologies d'enseignement et des

modes de contrôle continu et d'évaluation en fonction des conditions sanitaires prévalant dans chaque zone géographique". Une telle démarche nécessite, pour le ministre, de "renforcer et de généraliser le processus de numérisation aux différentes activités du secteur, que ce soit au niveau de l'administration centrale ou des établissements d'enseignement et de services, car permettant de diversifier les méthodes d'enseignement mises à la disposition des étudiants en vue d'assurer l'égalité des chances". Dans le même sillage, il a souligné que la suspension des cours en mars dernier en raison de la propagation de la pandémie "a contraint le secteur à adopter une méthode d'enseignement à distance via les plateformes numériques visant à éviter une rupture dans la relation pédagogique et assurer le contact entre étudiants et enseignants". Le ministre a appelé les organisations étudiantes mobilisées pour la sensibilisation aux dangers de la pandémie et la fabrication de produits de stérilisation et de désinfection, à mener des campagnes de sen-

sibilisation à l'adresse des étudiants quant aux mesures préventives à prendre et à œuvrer à la concrétisation des mesures relatives à la clôture de l'année universitaire en cours et la préparation de la prochaine rentrée. Dans le même sillage, le ministre a affirmé que son département "œuvrera à améliorer la qualité de la formation et garantir la qualité de l'enseignement conformément aux standards internationaux afin de renforcer les capacités des jeunes diplômés leur permettant d'acquérir les compétences requises tout en encourageant chez eux l'esprit d'initiative". Pour ce faire, le ministre a mis l'accent sur la nécessité de "poursuivre les efforts visant l'ouverture de l'université à son environnement économique à travers l'activation de la relation université-entreprise, la création d'instances assurant le contact entre l'université et son environnement dans le cadre de contrats de partenariat et de conventions de coopération afin de renforcer la formation et les stages pratiques en milieu professionnel".

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

M. Berraki insiste sur l'amélioration de la qualité du service

Le ministre des Ressources en eau Arezki Berraki a insisté mardi à partir de Saïda sur l'amélioration de la qualité du service en matière d'alimentation des populations en eau potable. Lors de la deuxième journée de sa visite dans la wilaya, M. Berraki a mis l'accent sur la nécessaire amélioration de l'approvisionnement des populations en eau potable par les intervenants dans le domaine, ainsi que sur l'accélération de la cadence des travaux de réalisation des projets en lien avec ce service. Le ministre a instruit les intervenants, dont la société de gestion et de distribution de l'eau et l'entreprise chargée de la réalisation des projets du secteur des ressources en eau, à veiller à la qualité des travaux en réalisation de manière à assurer

un meilleur produit. M. Berraki qui s'est enquis du projet de réhabilitation et de rénovation des conduites d'eau potable des communes de Saïda, d'Aïn El Hadjar et de Oued Khaled, a mis l'accent sur l'impératif de veiller à la qualité des travaux du projet et de procéder à une séparation entre les canalisations d'eau potable et des eaux usées. Dans la commune d'El Hassasna, il a également inauguré et mis en service un réservoir d'eau de 500 mètres cubes devant améliorer l'approvisionnement des habitants de la région en eau potable avec un meilleur débit, notamment au profit des ménages habitant des étages supérieures. En outre, le ministre a suivi, en compagnie du wali Saïd Sayoud, un exposé détaillé sur le projet de transfert de

l'eau potable pour l'approvisionnement de la région d'Ouled Brahim à partir des puits d'Oued Abed. A l'occasion, il a donné des instructions fermes afin d'accélérer le rythme de réalisation des travaux du projet de transfert de l'eau potable et de renforcer les infrastructures par la construction d'un réservoir de 5.000 mètres cubes, sachant que cette région est appelée à connaître une croissance de sa population au regard des projets de construction de logements et autres indicateurs. Dans ce contexte, le ministre a instruit l'entreprise L'Algérienne des eaux (ADE) d'entamer les travaux, courant de cette semaine, et d'installer les chantiers pour en finir avec le problème d'alimentation en eau potable dans la région avant la fin de la saison

estivale. Il a exhorté les intervenants à activer les travaux de réalisation du projet d'aménagement de Oued Saïda après avoir pris connaissance de l'état d'avancement des chantiers, sommant l'Office national d'assainissement (ONA) de prendre en charge, en urgence, le problème de l'assainissement dans la région de Ouled Brahim, après avoir écouté les préoccupations de ses habitants. M. Berraki a visité la station d'épuration des eaux usées de la commune d'Aïn El Hadjar et s'est enquis du projet du réseau d'assainissement du village Merked. Il a par ailleurs, présidé, dans l'après-midi, une réunion qui a regroupé les cadres de la wilaya relevant de son secteur, où il a suivi un exposé détaillé sur la situation du secteur au niveau local.

POSTE

Aïd El Adha: M. Boumzar rassure sur la disponibilité des liquidités dans les bureaux de Poste

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a indiqué mercredi avoir pris toutes les dispositions en prévision de la fête de l'Aïd El Adha pour assurer la disponibilité des liquidités au niveau de l'ensemble des établissements postaux à travers le territoire national.

"Je tiens à rassurer les citoyens de la disponibilité des liquidités au niveau de l'ensemble des bureaux de poste répartis à travers le territoire national", notamment en prévision de l'Aïd El Adha (fête du sacrifice), a déclaré M. Boumzar à la Radio nationale.

Il a fait savoir que des mesures ont été mises en œuvre en collaboration avec la banque d'Algérie pour une meilleure prestation de service. Le ministre a, par ailleurs, relevé que "plus de 374 milliards de DA ont été retirés des bureaux de poste en juin dernier", qualifiant ce chiffre d'"énorme". Sur les 374 milliards de DA retirés au niveau des bureaux de poste, plus de 73 milliards de DA l'ont été au niveau des distributeurs de billets de banques d'Algérie poste et des guichets automatique bancaires", a-t-il détaillé, ajoutant que "plus de 84.000 opérations monétiques ont été effectuées durant le 1er semestre 2020 à travers les réseaux postal et interbancaire". Concernant l'opération de généralisation de l'internet très haut débit FTTH (fibre optique jusqu'au domicile) dans le pays, il a indiqué que ce projet, entamé en mai dernier à Alger et Constantine, vise à assurer un débit internet stable et de qualité.

Il a indiqué que ce projet, "toujours en cours de réalisation", a pour objectif de remplacer le réseau TDM (technologie utilisant le fil en cuivre), vieillissant et vétuste, par la fibre optique permettant de garantir un débit réel jusqu'à 100 Mégas. Pour rappel, plus de 320.000 foyers de la wilaya d'Alger, connectés à

l'ancien système (réseau utilisant le cuivre), bénéficieront de la technologie FTTH en fibre optique. Interrogé sur le retard mis pour l'achèvement de l'opération pilote, il a indiqué qu'"un ministère fait de la politique et que ce sont les opérateurs qui doivent agir, qui doivent assumer leurs responsabilités".

"Si on nomme des managers, c'est d'abord pour faire remonter des solutions pas des problèmes. Il y a un sérieux problème de management, je dois le dire et aujourd'hui on ne rend pas service à nos opérateurs à travers



cette situation monopolistique qui s'est installée", a-t-il dit. S'agissant de la bande passante internationale, il a indiqué que, pendant le semestre dernier, des "pics historiques jamais atteints avaient été enregistrés". Pendant le confinement de la population dans le cadre de la lutte contre le coronavirus (Covid-19), nous avons augmenté la bande passante internationale qui est passée de 1,6 Téra à 2,07 Téra, et nous allons encore la relever pour garantir un débit internet respectable", a-t-il ajouté. A propos du déploiement de la 5G dans le pays, M. Boumzar a indiqué que l'Algérie, à travers l'Agence nationale des fréquences (ANF), est en train de travailler sur la partie fréquence. "Nous sommes en train de voir quelles sont les bandes de fréquences qu'on doit libérer pour la 5G, mais aussi les normes qui vont être adoptées dans ce sens", a-t-il fait savoir.

A propos des câbles sous-marins en fibre optique "inaugurés mais toujours pas opérationnels", le ministre a indiqué que le câble 100% algérien, à savoir Orval/Alval, reliant Alger, Oran et Valence (Espagne), "n'est pas encore opérationnel", indiquant que l'Algérie a réceptionné un certain nombre d'infrastructures, sauf "le segment sol qui n'a pas encore été livré".

Répondant à une question sur l'ouverture de la boucle locale, M. Boumzar

a réitéré son engagement à "lever ce monopole relatif à la boucle locale et au dernier kilomètre". "Nous devons travailler pour donner la chance à d'autres prestataires, dont les jeunes entrepreneurs, et contribuer à l'amélioration de la qualité de service", a-t-il ajouté, affirmant que "les textes de loi prévoient l'ouverture de la boucle locale, mais il y a des mécanismes qui ne sont pas encore clairs, il y a des textes d'applications qu'on doit clarifier".

Concernant les projets de réalisation de Data center de grande envergure en Algérie, il a indiqué que "le Data center gouvernemental a été bloqué par des dispositions bureaucratiques et nous travaillons dessus pour le débloquent", tout en appelant à "encourager d'autres opérateurs publics et privés pour se doter de leur propre Data center". Le ministre a, enfin, annoncé le lancement, à l'occasion de la Journée nationale de l'enfant qui coïncide avec le 15 juillet de chaque année, d'un guide de protection de l'enfant contre les dangers du web, destiné aux parents, tuteurs et éducateurs. "C'est un guide, en ligne, de vulgarisation, élaboré par le ministère et destiné aux parents pour les sensibiliser contre les risques liés à l'usage d'Internet par leurs enfants et les familiariser au jargon qu'utilisent ces enfants sur la toile", a précisé le ministre.

INDUSTRIE / ENVIRONNEMENT M. Attar préside une réunion interministérielle consacrée à l'impact des activités industrielles sur l'environnement

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar a présidé, mardi, une réunion de travail avec la ministre de l'Environnement, Nassira Ben Harrats, durant laquelle il a été convenu de mettre en place un groupe de travail intersectoriel chargé des impacts des activités industrielles sur l'environnement, a indiqué un communiqué de ce ministère.

Cette réunion, tenue au siège du ministère de l'Énergie, a vu la participation du ministre délégué auprès du ministre de l'Environnement chargé de l'environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat, ainsi que des représentants des groupes Sonatrach et Sonelgaz. Cette réunion de coordination a été consacrée à l'examen des opportunités de la sous-traitance avec les entreprises du secteur de l'énergie et la promotion de la création de micro-entreprises dans le domaine de l'environnement notamment en ce qui concerne le traitement des déchets industriels dans les régions du sud, a précisé la même source. Lors de son intervention d'ouverture, le ministre de l'Énergie a souligné la nécessité d'une coordination sectorielle dans le domaine de la préservation de l'environnement à travers l'implication des micro-entreprises dans la prise en charge des impacts des activités industrielles énergétiques sur l'environnement particulièrement dans les régions du Sud.

Relevant que le secteur de l'énergie, particulièrement dans le sud du pays comporte des activités qui ont des impacts sur l'environnement, M. Attar a insisté à l'occasion sur "la nécessité de transformer les interventions dans ce domaine en activités productrices d'emplois et souvent même en production de ressources énergétiques comme c'est le cas des résidus provenant des bourniers, du nettoyage des bacs de stockage", a ajouté le communiqué.

Dans ce contexte, il a assuré que le secteur de l'Énergie est disposé à mobiliser toutes les volontés et tous les moyens pour réussir ce chantier, qui constitue, a-t-il relevé, "l'une des priorités dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et qui comporte une autre orientation majeure relative à l'implication des startups dans toutes les activités de sous-traitance du secteur". A cet effet, les ministres ayant pris part à cette réunion ont instruit le groupe de travail intersectoriel mis en place de faire un état des lieux de toutes les opportunités d'affaires susceptibles d'impliquer les trois secteurs (environnement, micro-entreprises et énergie) et de dresser la cartographie des gisements d'emplois à travers tout le pays. Le groupe intersectoriel a été instruit, en outre, à proposer une mise à niveau du cadre réglementaire en vigueur pour permettre aux différentes parties prenantes de concrétiser les projets dans un cadre sécurisé rapide, efficace et simple. Le ministre de l'Environnement et les ministres délégués ont salué, pour leur part, l'initiative du ministère de l'Énergie pour la tenue de cette importante réunion, qui constitue une action concrète pour une collaboration intersectorielle dans le domaine de la prise en charge des impacts des activités industrielles sur l'environnement et la création de l'emploi par les micro-entreprises, a conclu le communiqué.

CORONAVIRUS / ENFANCE / PRÉVENTION

"Instruction pour la prise en charge des cas de Covid-19 chez les enfants au niveau des établissements hospitaliers"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid a fait état mardi à Alger d'une instruction pour la prise en charge des cas de Covid-19 chez les enfants au niveau des différents établissements et structures de santé. S'exprimant lors d'une rencontre sur l'enfant parlementaire, tenue à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'enfant, le ministre a expliqué que le comité scientifique chargé du suivi de l'évolution du coronavirus avait élaboré, en concertation avec des experts et spécialistes en médecine de l'enfance, une instruction portant prise en charge des cas covid-19 chez cette catégorie, "transmise à l'ensemble des acteurs sur le terrain pour exécution". Cette ins-

truction porte sur "l'organisation et l'uniformisation de la gestion des cas de covid-19 chez les enfants au niveau des différents établissements et structures de santé", a-t-il indiqué, précisant que cette décision "définit les principes directeurs pour les mesures de dépistage et de prise en charge thérapeutique des cas de covid-19 chez les enfants et les nouveaux nés". Cette mesure "permettra à l'ensemble des personnels soignants d'avoir des réponses exactes par rapport aux mesures de dépistage et de prise en charge", a souligné M. Benbouzid, estimant que l'application de cette instruction "donnera lieu également à une meilleure définition et adaptation en matière de dépistage et traitement des enfants au niveau des structures

de santé". Du fait de la Covid-19, "l'ensemble des services de santé concernés par le suivi des enfants souffrant de troubles mentaux, notamment d'autisme, s'étaient lancés dans la prestation de service à distance à travers des plateformes de concertation ou par téléphone", a fait savoir M. Benbouzid. En outre, le ministre a fait remarquer qu'"un intérêt particulier est accordé à la protection sanitaire de l'enfant", citant "l'existence de 18 programmes mis en exécution pour le soutien de l'enfant à travers toutes les étapes de sa croissance". Selon M. Benbouzid, cette panoplie de programmes de santé est appliquée au niveau des diverses structures sanitaires locales de proximité, à savoir les cliniques et les salles de soins.

ENVIRONNEMENT / ÉNERGIE

Une commission interministérielle chargée du suivi des projets de traitement des déchets industriels

La ministre de l'Environnement, Nassira Benharrats a tenu mardi une réunion interministérielle consacrée à la problématique du traitement des déchets industriels et pétroliers au terme de laquelle il a été décidé de la création d'une Commission conjointe devant assurer le suivi des différents projets de traitement des déchets industriels et pétroliers, a indiqué un communiqué du ministère. Tenue au siège du

ministère de l'Énergie, la réunion a vu la participation du ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, du ministre délégué auprès du ministre de l'Environnement chargé de l'environnement saharien, Hamza Al Sid Cheikh, ainsi que du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat.

La rencontre a été l'occasion d'aborder longuement le dossier d'intégration des micro-

entreprises locales dans l'opération de traitement et d'élimination des déchets industriels et pétroliers, "dangereux et particuliers" et dont le traitement exige des techniques de pointe, a indiqué un communiqué sanctionnant les travaux de cette réunion, publié sur la page officielle Facebook du ministère de l'Environnement, Relevant que la réunion a débouché sur la création d'une commission interministérielle devant

assurer le suivi de cette opération, la même source a expliqué que le ministère de l'Environnement ambitionne à travers cette démarche d'appuyer la création des petites entreprises actives dans le domaine de la protection de l'environnement, notamment celles qui se chargent du traitement des déchets industriels et des projets de leur recyclage, particulièrement dans les régions du Sud du pays.

ALGER

Relogement des familles de bidonvilles à Bordj el Bahri et Baraki

Les services de la wilaya d'Alger ont annoncé le lancement, mercredi, l'opération de relogement des familles résidant dans les bidonvilles "Bendjida" (Bordj el Bahri) et "Bouchakour" (Baraki) dans des logements sociaux, dans le cadre de son programme de relogement.

L'opération de relogement des habitants des bidonvilles Bendjida, commune de Bordj el Bahri, et Bouchakour, commune de Baraki dans des logements décentés à Haouch Mouhoub (commune de Baraki), à Ouled Fayet et à Douéra, a débuté mercredi matin, a indiqué la wilaya d'Alger sur sa page Facebook, ajoutant que les préparatifs sont à pied d'œuvre pour faciliter la tâche aux autorités locales et sécuritaires, et ce au titre de la 26 opération de relogement.

Les mêmes services ont appelé les habitants des bidonvilles concernés à respecter les mesures de prévention contre le nouveau coronavirus, les in-

citant à porter des masques de protection, à respecter la distanciation physique et à utiliser le gel désinfectant. Les nouveaux locataires ont également été enjoins de s'acquitter du montant initial de 37.000 DA (droits de remise des clés) auprès de l'Office de promotion et de Gestion Immobilière (OPGI). S'exprimant lors d'une visite d'inspection de plusieurs chantiers du secteur de l'habitat à Alger, le wali d'Alger, Youcef Cherfa avait annoncé la réception, en 2020, de 7.000 logements sociaux, comme premier quota d'un total de 22.000 logements sociaux en cours de réalisation et d'autres en phase de lancement.



Ces logements sont réalisés par les trois OPGI (Dar El Beida - Hussein Dey - Bir Mourad Rais), en réponse aux demandes enregistrées pour les

logements précaires ou menaçant ruine, ainsi que ceux sur les terrasses et dans les caves, avait précisé M. Cherfa.

OUM EL BOUAGHI

Evacuation des logements publics locatifs occupés par des squatteurs à Ain Fekroun

Les éléments de la sûreté de daïra d'Ain Fekroun (wilaya d'Oum El Bouaghi) ont évacué des logements publics locatifs illégalement occupés, a-t-on appris mardi auprès de la cellule de communication de ce corps de sûreté.

Des personnes ont squatté des logements publics locatifs non habités des cités "Bouafia" et "Rabah Messai", dans la ville d'Ain Fekroun, avant que les services

de sûreté n'interviennent et fassent évacuer les lieux, a-t-on révélé de même source.

L'opération s'est soldée par l'arrestation de quatre personnes, âgées entre 16 et 63 ans, a indiqué la même source sécuritaire, précisant que les éléments de la sûreté de daïra ont enregistré un cas d'appropriation et d'ameublement illégaux, par un homme de 38 ans, arrêté lui aussi par les policiers, selon la même source.

Les éléments de la sûreté nationale ont également découvert sur les lieux 13 bouteilles de cocktails Molotov, des pneus, des troncs d'arbres, que comptaient utiliser les squatteurs contre les policiers lors de l'opération d'évacuation, a-t-on ajouté.

Les personnes arrêtées ont été transférées aux services de sûreté et une enquête a été ouverte sur cette affaire, a-t-on signalé.

CONSTANTINE

Des pannes d'électricité provoquent une perturbation de l'AEP dans deux communes

Des pannes du courant électrique survenues dans le système du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) de la wilaya de Constantine ont provoqué mardi une perturbation dans la distribution d'eau au chef lieu et dans la commune de Hamma Bouziane, a-t-on appris auprès de la société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (Seaco).

Il s'agit d'une série de coupures d'électricité qui ont entravé le fonctionnement des

deux stations de pompage qui alimentent les communes de Constantine et de Hamma Bouziane, à savoir la station de pompage SP3 de la ville d'Ali Mendjeli et celle de Hammam Zaoui (Hamma Bouziane), a indiqué à l'APS, la chargée de l'information et de la communication.

Ces pannes ont occasionné des perturbations dans l'approvisionnement en eau potable dans la partie haute de la commune de Constantine, no-

tamment dans les cités Djbel El Ouahch, Ziadia et Sidi Mabrouk en sus de plusieurs localités de la communes de Hamma Bouziane, a précisé Yasmina Kaddour. Elle a par ailleurs déclaré que la Seaco a été contrainte d'adapter le programme de distribution d'eau pour ces aggloméraments en optant pour des plages horaires "réduites". Plusieurs équipes de maintenances de la Seaco, renforcées par des techniciens de la concession de l'électricité

et du gaz de Constantine, ont été dépêchées sur les lieux en vue de rétablir "provisoirement" ces problèmes signalés et d'assurer le service public jusqu'à la réfection totale du système de distribution des deux stations principales, a fait savoir la même source.

Le programme d'AEP habituel reprendra dans les localités impactées "dès l'achèvement des travaux de réfection, prévus à la fin de la semaine en cours", a affirmé la même source.

MILA

Recul des superficies des cultures agricoles touchées par les incendies durant l'année en cours

Les services agricoles de la wilaya de Mila ont enregistré un recul "sensible" de la superficie des cultures agricoles touchées par les incendies, en particulier les céréales, au cours de la campagne agricole 2019/2020, comparativement avec la campagne précédente, a indiqué mardi le directeur local du secteur, Hamid Barnaoui. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a affirmé que la superficie affectée par les incendies qui ont ravagé les champs de céréales de la wilaya de Mila a dépassé 98 ha jusqu'au début de cette semaine.

Il a qualifié cette superficie de "modeste" par rapport aux pertes causées par les incendies

survenus durant la précédente saison, soit 497 ha de différents types de céréales. Les pertes enregistrées au cours de la présente campagne de moisson-battage en cours, dont le taux d'avancement est de 90%, concernent 67 ha de blé dur, 21 ha de blé tendre, 8 ha d'orge et 2 ha d'avoine, et ce à travers les différentes communes de Mila, où le pourcentage le plus élevé d'incendies a été signalé dans la région Sud de la wilaya. La même source a attribué cette baisse des incendies de cultures à plusieurs raisons, en premier lieu "les importants efforts de sensibilisation déployés par le secteur agricole et les différents partenaires comme la protection civile et les professionnels

du secteur agricole pour réduire les incendies de cultures", ajoutant que le facteur climatique a contribué cette année à réduire les incendies comparativement à la même la période de l'année précédente. La rapidité et l'efficacité des interventions de lutte contre les incendies constituent aussi un facteur important qui a contribué à sauver de vastes zones de champs de céréales au Sud de la wilaya, où la superficie des terres cultivées a atteint 114 000 ha.

Cette même superficie a permis d'engranger plus de 2 millions de quintaux de céréales collectés et emmagasinés au niveau de 14 points de stockage appartenant à la coopérative

de céréales et de légumes secs (CCLS), a ajouté M. Barnaoui, considérant ces points de stockage "insuffisants pour absorber toute la récolte et réduire la pression et les files d'attente des producteurs". Il a également souligné que pour résoudre ce problème, il est nécessaire de booster les opérations de transport et de transformation du produit pour réduire la pression enregistrée sur les entrepôts et accélérer le rythme de la campagne de moisson-battage en augmentant notamment le nombre de camions mobilisés pour le transport de la récolte vers les wilayas voisines".

BOUIRA

Appel au personnel médical retraité pour soutenir les équipes soignantes

Les services de la direction de la santé publique (DSP) de Bouira ont lancé un appel aux retraités du secteur médical, public et privé, pour qu'ils rejoignent les rangs des équipes soignantes afin d'aider dans la prise en charge des personnes atteintes de la Covid-19, a indiqué mardi le DSP, Mohamed Laib.

Face à l'épuisement ainsi qu'au manque d'effectif médical et paramédical soignant, "nous avons lancé un appel notamment aux médecins spécialistes retraités (réanimateurs, cardiologues, pneumologues) et aux paramédicaux pour qu'ils viennent soutenir les efforts de lutte contre cette maladie", a expliqué M. Laib à l'APS. Selon le constat fait par M. Laib, la situation est "devenue préoccupante" à Bouira, où le nombre de cas a augmenté ces dernières semaines suite au "relâchement et au non respect" des règles de prévention au sein de la société.

"La situation est préoccupante, nous sommes obligés de renforcer les efforts de lutte afin d'atténuer un tant soit peu l'impact du virus", a-t-il souligné. En raison de la recrudescence des cas, les services de la santé ont dû créer de nouveaux lits d'hospitalisation pour atteindre plus de 300 lits à travers la wilaya, alors qu'au début de la pandémie, Bouira n'a mis en place que trente lits pour la prise en charge des cas Covid-19", a indiqué M. Laib.

Le même responsable a tiré la sonnette d'alarme face à l'insouciance et à l'inconscience manifestées par les populations. "Les gens doivent se rendre compte de la gravité de la situation. Nous ne pouvons pas prendre davantage de cas s'il n'y a pas de respect des mesures barrières. Cela nous complique plus la tâche", a-t-il averti.

Dans le cadre de la lutte contre le nouveau coronavirus, le DSP s'est engagée à œuvrer pour doter prochainement la wilaya de Bouira d'un laboratoire de dépistage PCR (Polymerase Chain Reaction) pour effectuer des tests au niveau local. "Nous allons œuvrer pour ouvrir un laboratoire PCR à Bouira pour faire des tests Covid-19 pour gagner aussi du temps pour les résultats", a-t-il expliqué.

BATNA

20 millions de dinars pour le parachèvement des travaux de la maison de l'artisanat et des métiers

Une enveloppe financière de 20 millions de dinars a été allouée pour le parachèvement des travaux de la maison de l'artisanat et des métiers de la wilaya de Batna, a indiqué mardi, le directeur de la chambre locale de l'artisanat et des métiers, (CAM), Layche Keraba. Selon ce responsable, la direction du tourisme et de l'artisanat planche actuellement sur l'élaboration du cahier des charges, préalable au lancement des travaux restants de cette infrastructure, en cours de réalisation au centre-ville de Batna. La réalisation de cette maison de l'artisanat et des métiers qu'attendent patiemment les artisans de la wilaya est à l'arrêt depuis près d'un an en raison de certaines "entraves techniques" liées à la nature du sol ayant conduit les responsables du secteur à revoir l'enveloppe initialement mobilisée pour ce projet, selon le même responsable. Cette infrastructure disposera de 8 locaux, d'une grande salle d'exposition, de 6 classes dédiées à la formation et au perfectionnement des artisans dans différentes disciplines, a-t-il déclaré. Selon la même source, les responsables de la CAM aspirent à créer un petit espace commercial et un autre d'exposition afin de promouvoir les produits artisanaux et les métiers d'art et impulser une dynamique à la création dans toute la région de Batna. M. Keraba a, par ailleurs, révélé que la wilaya de Batna recense actuellement 17 000 artisans en activité affiliés à la chambre de l'artisanat et des métiers, affirmant que celle-ci occupe la 4e place à l'échelle nationale en matière d'artisans en activité et enregistre chaque année près de 2000 inscriptions.

TUNISIE-COMMERCE-DÉFICIT

Baisse du déficit commercial à la fin juin 2020

Le déficit commercial de la Tunisie s'est contracté, à la fin du mois de juin 2020, de 3.177,7 millions de dinars tunisiens (environ 1,4 milliard de dollars) pour s'établir à 6.602,8 millions de dinars contre 9.780,5 millions de dinars à fin juin 2019, a indiqué mardi l'Institut national de la statistique (INS). La baisse du déficit commercial était le résultat de la réduction des exportations de 20,6% et des importations de 24,1%, a précisé l'INS. Le déficit de la balance commerciale est expliqué en grande partie par des bilans négatifs avec certains pays, notamment la Turquie (-1.020,8 millions de dinars), l'Algérie (-832,4 millions de dinars), l'Italie (-505,8 millions de dinars) et la Russie (-521,2 millions de dinars). Le solde de la balance commerciale tunisienne était excédentaire avec d'autres pays, dont entre autres la France (1.598,3 millions de dinars), l'Allemagne (435,5 millions de dinars) et la Libye (493,6 millions de dinars).

Durant le premier semestre de l'année en cours, les exportations tunisiennes ont enregistré une baisse de 20,6%, contre une hausse de 12,5% durant la même période de l'année 2019.

En valeur, les exportations ont atteint 18.192,7 millions de dinars contre 22.904,2 millions de dinars durant la même période de l'année précédente. Les exportations tunisiennes vers l'Union européenne (qui représentent 72,4% du total des exportations du pays) ont régressé de 22,8% à la suite de la baisse des exportations vers certains pays européens dont la France (-33,2%), l'Allemagne (-30,2%) et l'Italie (-19,3%). Concernant les pays arabes, un recul de 34,6% a été enregistré pour les exportations vers l'Algérie, alors que les exportations ont chuté de 30,4% avec l'Égypte, de 22,9% avec le Maroc et de 20% avec la Libye.

ETATS-UNIS

Les prix à la consommation repartent à la hausse en juin

Les prix à la consommation sont repartis à la hausse en juin aux Etats-Unis, à +0,6%, après trois mois de recul en raison de la crise liée au Covid-19, selon l'indice CPI publié mardi par le département du Travail. Cette hausse, la plus forte depuis août 2012, est un peu plus élevée que les 0,5% attendus par les analystes. Elle est notamment tirée par la hausse des prix du pétrole, qui ont grimpé de 12,3% après cinq mois de baisse (dont un plongeon de 20,6% en avril). En excluant les prix volatils des secteurs alimentaire et énergétique, l'inflation dite sous-jacente est elle aussi en hausse, de 0,2%, pour la première fois depuis le mois de février. Les analystes tablaient sur +0,4%.

Les prix des vêtements ont également monté (+1,7%) après avoir baissé pendant trois mois en raison des mesures de confinement qui ont vu les ventes drastiquement réduites. Les prix des transports se sont appréciés de 2,1%, après avoir souffert pendant le confinement. Seuls les prix de l'électricité et des voitures d'occasion sont restés en retrait. Sur 12 mois, la hausse est également de 0,6%, et de 1,2% pour l'inflation sous-jacente. Les prix de l'énergie ont eux baissé de 12,6%. Cela reste toutefois éloigné de l'objectif de 2% d'inflation de la Banque centrale américaine, la Fed.

CHINE

Le parc automobile comptait 360 millions de véhicules à fin juin 2020

La Chine comptait 360 millions de véhicules à moteur jusqu'à la fin du mois de juin 2020, a indiqué mardi le ministère de la Sécurité publique.

Le parc automobile national comprend 270 millions de voitures, 68,9 millions de motos et 4,7 millions de véhicules roulant à énergie nouvelle, a précisé le ministère de la Sécurité publique, cité par l'agence de presse Chine Nouvelle. Près de 14,14 millions de véhicules à moteur ont été enregistrés au cours des six derniers mois, soit une baisse de 980.000 sur un an, selon les données publiées par le bureau de la gestion de la circulation du ministère. Elles sont aussi 69 villes chinoises qui possédaient plus d'un million de voitures et douze villes autres qui en comptaient plus de 3 millions jusqu'à fin juin. La capitale Pékin est en tête de la liste, comptant plus de 6 millions de voitures, suivie de Chengdu, qui en avait plus de 5 millions.

BAD

Nomination de l'Algérien Rabah Arezki au poste de chef économiste et de Vice-président

Le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a annoncé la nomination du Docteur Rabah Arezki au poste de chef économiste et de vice-président de la division Gouvernance économique et gestion des connaissances, à compter du 1er octobre 2020, a indiqué l'institutions panafricaine sur son site web.

De nationalité algérienne, Dr Rabah Arezki est actuellement économiste en chef pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à la Banque mondiale, poste qu'il occupe depuis 2017.

À la Banque mondiale, il a piloté la mise au point de l'approche "moonshot" de la Banque pour le Moyen-Orient et l'Afrique, qui vise à obtenir une connectivité complète à l'internet et au paiement numérique.

"Il s'est fait le champion de l'agenda sur la loyauté de la concurrence, et la transparence des données afin d'autonomiser et de libérer le potentiel des jeunes de la région", souligne la BAD.

Avant de rejoindre la Banque mondiale, Dr Arezki a travaillé au Fonds monétaire international (FMI) de 2006 à 2017. Il a commencé sa carrière au FMI en tant qu'économiste et a été promu à la fonction de chef de l'unité des produits de base et de l'environnement au sein du département de la recherche.

De plus, il a piloté la formulation et la mise en œuvre de la réponse rapide du FMI à l'effondrement historique des cours du pétrole qui a com-



mencé en 2014. Il a fourni des conseils aux autorités à travers le monde sur les politiques d'atténuation des risques. Dr Arezki est maître de recherche à la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard (Etats-Unis), associé de recherche externe à l'Université d'Oxford (Royaume-Uni), et chercheur au CESifo, un réseau mondial de recherche indépendant. Dr Arezki est également une personne ressource du Consortium africain pour la recherche économique et un chercheur au Forum de recherche écono-

mique. Il a été chercheur non résident à l'Institut Brookings (Etats-Unis). Il a publié de nombreux articles dans des revues universitaires de premier plan et dans des revues à orientation politique. Il est coéditeur et co-auteur de cinq livres, dont *Shifting Commodity Markets in a Globalized World*. Nombre de ses travaux de recherche ont été largement cités dans les cercles universitaires et dans les médias qui comptent. "La Banque africaine de développement fait d'excellents progrès pour accélérer le développement de l'Afrique. Je suis

très heureux de pouvoir travailler avec le Président Adesina, la Direction et les équipes de la Banque pour continuer à fournir aux pays africains un soutien de premier ordre en matière de politiques, de connaissances et de renforcement des capacités", a affirmé Dr Arezki au sujet de sa nomination.

Pour sa part, le président de la BAD, Akinwumi Adesina s'est dit ravi que "Dr Rabah Arezki rejoigne le Groupe de la Banque africaine de développement après une carrière fructueuse à la Banque mondiale et au FMI".

"Rabah est un chercheur et un expert politique exceptionnel qui possède une vaste expérience de la recherche, des politiques et des réformes", a estimé le Président de la BAD.

"Son leadership sera particulièrement important en ces moments où la Banque conçoit et déploie des opérations d'appui aux réformes pour faire face à la COVID-19, promeut des réformes politiques et soutient les efforts de relance de la croissance des pays africains à la suite de la pandémie", a conclu M. Adesina.

ETATS-UNIS - TRANSPORT - AVIATION

Les résultats financiers des transporteurs aériens en chute libre

Les transporteurs aériens américains, touchés par la crise du Covid-19, ont enregistré des résultats financiers en chute libre au deuxième trimestre de l'année en cours, ont rapporté mardi des médias locaux.

Ainsi, la compagnie Delta Air Lines a annoncé une perte de 5,7 milliards de dollars entre avril et juin, l'une des plus importantes de son histoire, alors qu'elle avait gagné 1,4 milliard à la même période l'an passé.

La deuxième compagnie des Etats-Unis, derrière American Airlines, a vu le nombre de passagers dans ses avions chuter de 93% par rapport au deuxième trimestre 2019, faisant plonger les recettes de 91%. La situation est semblable chez les compagnies concurrentes,

notamment United Airlines qui a d'ores et déjà prévenu qu'elle pourrait, dès le mois d'octobre, licencier jusqu'à 36.000 salariés. American Airlines a pour sa part indiqué s'attendre à avoir 20.000 salariés de plus que nécessaire pour fonctionner à l'automne.

De son côté, le patron de Southwest Airlines a averti lundi ses salariés qu'il faudrait tripler le nombre de ses passagers d'ici la fin de l'année pour éviter des licenciements. American Airlines et United Airlines publieront leurs performances du 2ème trimestre respectivement le 23 et le 21 juillet.

Delta a toutefois indiqué qu'elle disposait de 15,7 milliards de liquidités à fin juin pour affronter les conséquences de la pandémie. Comme les autres compa-

gnies aériennes américaines, elle a pu bénéficier d'un prêt du gouvernement fédéral, dans le cadre du plan de relance de 2.200 milliards de dollars adopté fin mars par les Etats-Unis pour soutenir l'économie. Delta devrait toucher 5,4 milliards de dollars. Elle a déjà reçu 4,9 milliards, et doit percevoir les 544 millions restants en juillet. Les compagnies américaines ont pu bénéficier de prêts financiers d'un montant total de 25 milliards de dollars, en échange de contreparties pour le contribuable.

Ces prêts s'ajoutent à une autre enveloppe de 25 milliards de dollars versés par le gouvernement en échange de l'engagement des compagnies aériennes à ne pas supprimer d'emplois jusqu'au 30 septembre.

AFRIQUE DU SUD

Le plan de restructuration de la compagnie aérienne nationale approuvé

Les créanciers de la compagnie aérienne sud-africaine ruinée SAA ont approuvé un plan de restructuration, qui se traduira par des suppressions d'emplois et la création d'une nouvelle société sur les ruines de SAA, a annoncé mardi le ministère des Entreprises publiques.

A l'occasion d'une réunion, 86% des créanciers de South African Airlines (SAA) "ont voté en faveur du plan" de restructuration de la compagnie publique, selon un communiqué du minis-

tère. Ce plan prévoit des suppressions de poste, qui n'ont pas été publiquement chiffrées, le ministère évoquant simplement des "indemnités de licenciement justes et raisonnables dans l'intérêt" du personnel concerné.

SAA emploie 5.200 salariés.

Cette restructuration va nécessiter un apport financier, chiffré, selon le principal parti d'opposition de l'Alliance démocratique (DA), à 16,6 milliards de rands (873 millions d'euros)

ou 990 millions de dollars).

Le plan désormais adopté, la priorité est de "concrétiser les engagements du gouvernement en termes de financement", a précisé le ministère des Entreprises publiques sans avancer de chiffres.

"Une nouvelle compagnie aérienne, restructurée, compétitive, créée à partir de l'ancienne, est la meilleure option pour repartir immédiatement dans les airs", a encore estimé le ministère.

Lourdement endettée et

récentement placée en redressement, SAA n'a enregistré aucun bénéfice depuis 2011 et ne survit depuis des années que sous perfusion permanente d'argent public.

Symbole de la mauvaise gestion des entreprises publiques qui a caractérisé le règne de l'ex-président de l'Afrique du Sud Jacob Zuma (2009-2018), la compagnie a été contrainte de supprimer de nombreuses liaisons en 2020, avant même la pandémie de Covid-19.

PÉTROLE

Le Brent dépasse les 43 dollars à Londres

Les prix du pétrole progressaient mercredi, tirés par les espoirs autour d'un vaccin contre le Covid-19, avant une réunion de l'Opep+ et la publication par l'EIA de l'état des stocks américains plus tard dans la journée.

En début d'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 43,35 dollars à Londres, en hausse de 1,05% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois d'août gagnait 1,22%, à 40,78 dollars.

La progression des cours du brut s'inscrit dans un environnement général haussier sur les marchés, au lendemain de l'annonce par la firme de biotech Moderna du lancement prochain de la phase finale de ses essais cliniques pour un vaccin contre le Covid-19. Les investisseurs se satisfont également des chiffres publiés mardi dans le dernier rapport mensuel de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) : la production a de nouveau reculé au mois de juin, signe du sérieux de chacun de ses membres à se conformer aux coupes drastiques, et un rebond de la demande de 7 millions de barils par jour est attendu en 2021.

L'Organisation et ses alliés tiennent par ailleurs une réunion importante mercredi, vers laquelle "tous les yeux seront tournés", estime Lukman Otunuga, analyste de FXTM.

Les 13 membres de l'Opep et leurs 10 partenaires, rassemblés sous le terme Opep+, se retrouvent par webcams interposées pour évaluer "les conditions du marché de l'énergie, les niveaux de production et de confor-



mité" à l'accord en vigueur, selon l'Organisation. Cette réunion désormais mensuelle doit statuer sur le niveau des coupes de production de l'alliance pour le mois d'août : passeront-elles à 77 millions de barils par jour (mbj), comme prévu, ou seront-elles maintenues à 9,6 mbj, comme l'espèrent les investisseurs ayant parié sur la hausse des cours? "Nous devons rester agiles et préparés car la bataille contre cette pandémie +sauvage+ n'est pas terminée", a déclaré mardi le secrétaire général de l'Opep Mohammed

Barkindo en amont d'une réunion préparatoire.

Les investisseurs ont également les yeux tournés vers le rapport hebdomadaire très suivi de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) sur les stocks de brut dans le pays.

Selon la médiane d'analystes interrogés par l'agence Bloomberg, les réserves américaines de brut pour la semaine achevée le 10 juillet sont attendues en hausse de 250.000 barils, quand celles d'essence sont attendues en baisse de 1,3 million de barils.

OPEP+ - JMMC

Nouvelle évaluation de l'application des baisses de production

Les ministres de l'Énergie de sept pays membres du Comité ministériel mixte de suivi Opep+ (JMMC), dont l'Algérie, devront se réunir ce mercredi pour une nouvelle évaluation des niveaux de conformité des signataires de l'accord de baisse de production après celle effectuée en juin dernier.

Cette rencontre a été précédée par la 42e réunion du Comité technique mixte (JTC) des pays participants à la déclaration de la coopération par vidéoconférence.

Ce Comité conseille le JMMC sur le marché pétrolier, qui se réunira via un webinaire ce mercredi 15 juillet 2020, selon le compte twitter de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.

"Ces réunions mensuelles du JTC et du JMMC envoient un message rassurant que nous sommes prêts, désireux et capables de faire face aux conditions changeantes du marché", a déclaré le Secrétaire général de l'Opep en introduction du JTC, tout en appelant à rester préparés à la bataille contre la pandémie de Covid-19. Il a également réaffirmé l'importance de données de marché précises, opportunes et transparentes pour fournir un soutien technique au processus décisionnel de la Déclaration de coopération.

M. Barkindo a aussi souligné l'importance croissante du dialogue et de la coopéra-



tion internationale pour aider à stabiliser les marchés mondiaux de l'énergie et à fournir une plate-forme pour le marché pétrolier et la reprise économique à l'avenir.

"Il y a eu des développements positifs sur le marché pétrolier malgré les risques persistants liés au COVID-19.

Le marché avait connu une certaine amélioration après une forte baisse en avril et que la demande devrait s'accroître dans les prochains mois, en particulier en 2021", a-t-il estimé.

Pour M. Barkindo, la dynamique positive du marché observée doit beaucoup aux mesures décisives prises par l'Opep et ses partenaires pour ajuster la production globale de pétrole brut à la baisse.

Lors de sa 19ème réunion du JMMC, tenue le 18 juin dernier, il a été relevé que

le niveau global de conformité des pays Opep et Non Opep a atteint 87% pour le mois de mai 2020.

Le Comité a, avait réitéré l'importance d'atteindre un taux de conformité de 100% pour tous les pays.

Ainsi, les participants à la réunion d'aujourd'hui auront à évaluer le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois de juin 2020, tels que décidés lors de la 10ème Réunion ministérielle OPEP et Non-OPEP du 12 avril.

En dehors de la conformité, la 20ème réunion du JMMC qui sera coprésidée par l'Arabie Saoudite et la Russie sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court et moyen

termes. Pour ce mois de juillet, les pays de l'Opep appliquent une baisse de production de l'ordre de 9,6 mbj, qui sera suivi selon les termes de l'accord d'une coupe de 7,7 mbj à partir du 1er août jusqu'à la fin décembre mais certains s'attendent à ce que la réduction de 9,6 mbj soit prolongée le mois d'août.

Cependant, aucune décision officielle n'a été encore annoncée à ce propos.

Ce qui est clair, c'est que les pays de l'Opep+ sont unanimes pour la poursuite des efforts pour stabiliser le marché pétrolier car la chute des prix de l'or noir affectent tous les pays.

Dans ce contexte, l'Algérie et la Russie, membres du JMMC et de l'Opep+ ont convenu de "poursuivre la concertation et la coordination avec les autres membres de l'Opep et ses partenaires pour la stabilisation du marché pétrolier international".

Cet engagement a été affirmé lundi lors d'un appel téléphonique entre le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune et son homologue russe Vladimir Poutine.

Pour rappel, le JMMC est composé de sept pays membres de l'OPEP (Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'OPEP (Russie et Kazakhstan).

DEVICES - CHANGES

L'euro au plus haut depuis quatre mois face au dollar avant le sommet européen

L'euro progressait mercredi face au dollar, atteignant un niveau plus vu depuis quatre mois à deux jours d'un sommet européen qui s'annonce tendu et qui divise les analystes.

Mercredi matin, l'euro prenait 0,31% face au billet vert, à 1,1435 dollar, près d'une demi-heure après être monté jusqu'à 1,1445 dollar, un niveau plus vu depuis la mi-mars.

Cette hausse de la monnaie unique est alimentée par "les espoirs que le plan de relance (européen) soit accepté après que la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez se sont engagés à aller de l'avant" sur ce projet, a expliqué Fiona Cincotta, analyste.

Pour l'analyste, Derek Halpenny, une approbation dès le sommet européen de cette semaine, qui aura lieu vendredi et samedi, reste "peu probable", au vu de ce qu'en dit la presse.

Lundi, la chancelière allemande s'est d'ailleurs dite incertaine que les dirigeants des 27 pays de l'UE parviennent à un accord sur ce plan de 750 milliards d'euros proposé par la Commission.

Selon M. Halpenny, le regain de vitalité de l'euro s'explique avant tout par de "meilleures attentes concernant la croissance, comparée aux Etats-Unis".

Aux Etats-Unis, la flambée de cas qui affecte le Sud et l'Ouest du pays s'est poursuivie: quelque 63.262 nouvelles infections sont apparues depuis lundi, portant le total à plus de 3,43 millions, pour 136.466 décès depuis le début de la pandémie.

BOURSES

Les Bourses européennes en repli mardi après un regain d'inquiétudes

Les marchés européens ont fini globalement dans le rouge mardi, affaiblis par le reconfinement dans plusieurs parties du monde, le regain des tensions sino-américaines et des premiers résultats d'entreprises mitigés aux Etats-Unis.

Paris (-0,96%) comme Francfort (-0,80%) se sont retranchés dans les prises de bénéfices.

Londres a fini à l'équilibre (+0,06%).

Milan a reculé de 0,62% et Madrid de 1,01%.

Au moment de la clôture européenne, la Bourse de New York repassait timidement en territoire positif après une ouverture en baisse.

Le rétablissement de mesures de confinement sur tous les continents face à la propagation du nouveau coronavirus a aussi alimenté la méfiance des investisseurs.

En Inde, le grand Etat du Bihar (nord) a annoncé le reconfinement à partir de jeudi et pour deux semaines de ses quelque 125 millions d'habitants afin de freiner l'épidémie, tandis que la Californie a adopté de sévères mesures de restrictions.

Les investisseurs cherchaient en outre à analyser la première salve de résultats américains et une poignée d'indicateurs économiques des deux côtés de l'Atlantique.

Plusieurs grandes banques américaines, inquiètes des conséquences de la pandémie sur la santé financière de leurs clients, ont mis des milliards de dollars de côté pour faire face aux impayés même si certaines ont bien profité de l'envolée de leurs activités sur les marchés.

Le moral des investisseurs allemands, publié mardi par le ZEW, a lui légèrement baissé en juillet, déjouant les attentes des analystes qui le voyaient poursuivre sa remontée des mois précédents. Côté pétrole, la production de l'Opep a de nouveau reculé au mois de juin et les pays membres de l'organisation entendent prolonger en juillet la baisse historique de production à laquelle ils s'astreignent depuis le 1er mai pour soutenir des cours en chute libre à cause de la crise du Covid-19.

JUSTICE

Affaire de l'entreprise portuaire de Skikda Le PDG, 28 fonctionnaires et 4 opérateurs économiques sous contrôle judiciaire

Le juge instructeur près le tribunal de Skikda a ordonné mardi de placer sous contrôle judiciaire le PDG de l'entreprise portuaire de Skikda avec 28 autres fonctionnaires, dont des directeurs et des travailleurs ainsi que quatre opérateurs économiques, poursuivis dans des affaires de corruption, et de retirer leurs passeports et de leur interdire de quitter le territoire national, a-t-on appris du procureur de la République près de ce tribunal, Adel Dhoyou.

Le PDG de l'entreprise portuaire, le secrétaire général, le président du comité de participation et son adjoint, le chef du département des affaires sociales et des cadres de la même entreprise, auditionnés depuis hier lundi pendant plus de 30 heures, ont été accusés de "dépense de deniers publics" et d'"abus de fonction". Les accusés sont poursuivis également pour délits de "déclaration de faits matériellement faux", de "dissimulation de documents de nature à faciliter la recherche des délits", d'"abus de fonction par l'octroi à des tiers d'avantages indus", de "dépense de deniers publics" et d'"exploitation illégale de biens publics au bénéfice de tiers".

Les mis en cause ont également été auditionnés pour des affaires de "malversation sur des deniers des œuvres sociales de l'entreprise portuaire", "l'envoi en voyage de personnes n'ayant aucun rapport avec l'entreprise portuaire et dont tous les frais étaient à charge de l'entreprise" et "financement occulte d'un parti politique", selon la même source.

L'ancien ministre des Travaux publics et des Transport Boudjemaï Talai, actuellement en prison, a été un des témoins dans l'affaire de financement occulte d'un parti politique et avait été auditionné auparavant à la prison d'El Harrach (Alger), a précisé la même source. Quatre (4) opérateurs économiques sont poursuivis pour les délits de "faux et usage de faux sur des documents commerciaux et sous-seing privé" et d'"incitation d'un fonctionnaire public à l'abus de fonction en vue d'obtenir des avantages indus". Le procureur de la République près le tribunal de Skikda avait requis le placement de 14 des 33 personnes poursuivies dans cette affaire sous mandat de dépôt et les autres sous contrôle judiciaire.

BOUIRA

La DSP dénonce une tentative d'agression contre le directeur de l'hôpital Mohamed Boudiaf

Le directeur de la santé publique (DSP) de la wilaya de Bouira, Mohamed Laib, a dénoncé mardi la violence dans les hôpitaux, dont une tentative d'agression survenue lundi en fin d'après-midi contre le responsable de l'établissement Mohamed Boudiaf de la ville. "Le directeur de l'hôpital de la ville, Djamel Boutmer, a failli être agressé hier (lundi) après-midi par des personnes venues pour récupérer la dépouille d'un de leur proche décédé et suspecté de Covid-19.

Les services hospitaliers avaient refusé de leur donner la dépouille en l'absence des résultats du test qu'ils n'avaient pas encore reçu", a expliqué à l'APS M. Laib. Selon les précisions données par le même responsable, des individus en colère s'étaient introduits à l'intérieur de l'enceinte de l'hôpital et même au bureau du directeur. "Celui-là a survécu à l'agression en sautant par la fenêtre de son bureau se trouvant au premier étage. La victime s'est blessé légèrement au pied", a expliqué le DSP, qualifiant l'incident d'"inadmissible". Les agressions verbales et physiques contre le personnel médical et paramédical "est un sérieux problème qui perdure depuis des années dans les structures de santé.

Nous devons faire face à ce phénomène", a insisté le premier responsable du secteur de la santé à Bouira. Dans une déclaration faite mardi à la presse, le directeur de l'hôpital Mohamed Boudiaf (Djamel Boutmer), s'est dit surpris par l'ampleur de la violence que les citoyens ont utilisé pour s'introduire à l'intérieur des bureaux. "L'arrivée des protestataires violents devant la porte de mon bureau m'a poussé à sauter de la fenêtre pour éviter toute agression", a-t-il expliqué à la presse. "Ensuite j'ai alerté les services de sécurité qui sont intervenus sur le coup pour arrêter les personnes impliquées dans cet acte de violence et enquêter sur l'incident", a-t-il ajouté. Ce genre de violence a été plusieurs fois signalé dans les établissements de santé à Bouira, Ain Bessam et M'Cheddallah.

CONFINEMENT - APPROVISIONNEMENT

Près de 43 tonnes de produits alimentaires acheminées vers Sétif

Le ministère du Commerce a donné, en collaboration avec le Croissant rouge algérien (CRA), le coup d'envoi d'une caravane de solidarité constituée notamment de près de 43 tonnes de produits alimentaires destinées à la wilaya de Sétif, dans le cadre des efforts de solidarité pour la lutte contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19.

"Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a donné lundi, en compagnie de la présidente du CRA, Saïda Benhabiles, le coup d'envoi d'une caravane de solidarité du secteur du commerce vers la wilaya de Sétif", lit-on dans un communiqué publié mardi sur la page Facebook du ministère.

A cette occasion, M. Rezig a déclaré que cette caravane était constituée de 43 tonnes de produits, principalement alimentaires, outre des produits de nettoyage et médicaux, en tant que contribution offerte par le ministère avec la participation de commerçants des wilayas de Boumerdes, Tipasa et Blida.

Pour le ministre, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociale



du ministère avec le CRA.

Le ministre du Commerce avait donné samedi dernier des instructions aux directeurs régionaux du secteur afin d'assurer l'approvisionnement, en

produits de base, des 29 wilayas concernées par l'interdiction de la circulation dans le cadre des efforts de lutte contre le nouveau coronavirus. Le Président de la République, Abdelmadjid

Tebboune avait présidé jeudi une séance de travail consacrée à la situation sanitaire dans le pays à la lumière de la hausse du nombre de cas de Covid-19 dans plusieurs wilayas, à l'issue de laquelle plusieurs décisions avaient été prises, dont "l'interdiction de la circulation routière de et vers les 29 wilayas impactées", pour une semaine, à compter de vendredi dernier.

Les wilayas concernées sont : Boumerdes, Souk Ahras, Tissemsilt, Djelfa, Mascara, Oum El Bouaghi, Batna, Bouira, Relizane, Biskra, Khenchela, M'sila, Chlef, Sidi Bel Abbès, Médéa, Blida, Bordj Bou Arreridj, Tipaza, Ouargla, Bechar, Alger, Constantine, Oran, Sétif, Annaba, Bejaïa, Adrar, Laghouat et El Oued.

PRÉVENTION DE LA PROPAGATION DU CORONAVIRUS

Le DGSN insiste sur plus de rigueur face aux infractions aux dispositions de prévention

Le Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), Khelifa Ounissi a insisté, mardi à Mascara, sur plus de rigueur avec les contrevenants aux dispositions de prévention contre la propagation du coronavirus, décidées par les pouvoirs publics.

Lors de la présentation par le chef de sûreté de wilaya de Mascara du bilan des activités de ses services dans le domaine de la prévention contre la pandémie du Covid-19, M. Ounissi a déclaré qu'il faut être plus rigoureux avec ceux qui sont en infraction aux mesures préventives, notamment dans les espaces commerciaux et les moyens de transports.

Au passage, il a instruit les services de la police au niveau des wilayas à renforcer les campagnes de sensibilisation des citoyens sur l'importance de la prévention et de la lutte contre la propagation de l'épidémie. Le Directeur général de la

Sûreté nationale a inauguré quatre nouveaux sièges de sûreté urbaine dans les communes de Mascara, Tighennif, Mohammadia et Forha, ainsi que le siège de la 9e sûreté urbaine situé dans la cité de 1.500 logements à Mascara, réalisé pour une enveloppe financière de 36 millions DA par l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya dans le cadre des projets intégrés des nouvelles cités d'habitation.

A Tighennif, Khelifa Ounissi a inauguré un siège de la 1ère sûreté urbaine dans la cité de 2.000 logements, qui a été aussi réalisé par l'OPGI pour une enveloppe de 36 millions DA, et à Froha le siège de la sûreté urbaine extérieure d'un coût de 29 millions DA pour améliorer la couverture sécuritaire dans cette commune qui connaît une grande activité commerciale de dimension régionale et nationale. Au nouveau pôle urbain

"Ouled Malik" dans la ville de Mohammadia, il a inauguré un siège de sûreté réceptionné en 2018. La couverture sécuritaire dans la wilaya de Mascara a connu une amélioration "significative" ces dernières années, selon le chef de sûreté de wilaya, qui a affirmé que toutes les dairas sont dotées de sièges de sûreté, de même que la majorité des communes. Cette couverture est estimée à une moyenne d'un policier pour 253 personnes dans la wilaya.

Il est prévu prochainement la réception de nouveaux sièges de sûreté dont un de sûreté urbaine au nouveau pôle de la ville de "Oued El Abtal", un siège de la dixième sûreté urbaine à la cité de 1.000 logements dans la ville de Mascara et un siège de sûreté extérieure urbaine dans la commune de Mamounia, selon les explications fournies au DGSN.

JUSTICE - M'SILA

4 cadres, dont l'ex-directeur des ressources en eau, placés en détention préventive pour corruption

Le juge instructeur près le tribunal de M'sila a placé en détention préventive l'ancien directeur de wilaya des ressources en eau (qui assume actuellement la même fonction à Mila) et trois (3) cadres de la même Direction pour leur implication dans des affaires de corruption, a-t-on indiqué mardi dans un communiqué du parquet près le même tribunal.

Les trois autres cadres de la Direction des ressources en eau de la wilaya de M'sila occupent les postes de chefs de service de mobilisation des ressources hydriques, de l'administration et des moyens et de l'assainissement, a-t-on précisé de même source, soulignant que 27 autres personnes ont été placées sous contrôle judiciaire. Le 13 juillet courant, 31 personnes dont



la brigade d'investigations de

la gendarmerie nationale à M'sila, a-t-on indiqué.

Après avoir été entendus par le juge instructeur, les mis en cause ont été accusés de "passation de marchés en infraction à la législation", de "dépense de deniers publics", de "négligence flagrante ayant conduit à la perte de deniers publics" et d'"octroi d'avantages indus à

des tiers." Le juge instructeur a ordonné ainsi de placer en détention préventive l'ancien directeur de wilaya des ressources en eau et trois autres cadres de la Direction et de mettre sous contrôle judiciaire les 27 autres co-accusés, a-t-on précisé de même source.

La brigade des investigations de la gendarmerie nationale a ouvert une enquête à la demande de l'ex-wali de M'sila Brahim Ouchene, sur la base du rapport de l'inspecteur général de wilaya relatif à des dépassements dans l'octroi de marchés dans le secteur des ressources en eau, notamment en matière de mobilisation des eaux souterraines destinées à l'eau potable, avaient indiqué les services de wilaya.

VIRUS - DÉVELOPPEMENT

Guterres: le COVID-19 éloigne le monde des Objectifs de développement durable

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a averti que l'impact du COVID-19 éloignerait le monde des Objectifs de développement durable (ODD).

Même avant l'éclatement de la crise du nouveau coronavirus, le monde n'était pas sur la bonne voie pour réaliser ces objectifs d'ici 2030, a rappelé M.

Guterres lors de l'ouverture du segment ministériel du Forum politique de haut niveau (HLPF) sur le développement durable organisé par le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), destiné à passer en revue les progrès enregistrés dans la réalisation des ODD.

"A un moment où nous avons désespérément besoin de faire un bond en avant, le COVID-19 nous a retardés de plusieurs années, de plusieurs décennies même, apportant d'énormes défis aux pays en matière de financement et de croissance. Cette crise nous éloigne davantage des ODD", a-t-il déploré. M. Guterres a appelé à des solutions concrètes, audacieuses et réalisables



inspirés par les ODD. "Maintenant, il nous faudra répondre présent au défi du moment.

Nous sommes tous conscients du fait que le monde ne pour ra revenir à une situation dite normale", a-t-il reconnu. M. Guterres a renouvelé son appel à un plan de sauvetage dont le montant pourra représenter au moins 10% de l'économie mondiale et à des mécanismes de soli-

darité en faveur des pays en développement. Il a déclaré qu'il continuerait de déployer des efforts en ce sens.

Les ODD comprennent 17 objectifs mondiaux à atteindre d'ici 2030, parmi lesquels ceux de zéro faim, d'égalité des sexes, d'éducation de qualité, de travail décent et de croissance économique.

"Ils participent d'un plan pour réaliser un avenir meilleur et plus durable pour

tous." Zhang Jun, représentant permanent de la Chine auprès des Nations Unies, a déclaré lors du forum que face à cette situation grave et complexe, toutes les parties devraient combattre efficacement le COVID-19, promouvoir la reprise et la croissance économiques durables et inclusives tout en accélérant la mise en œuvre de l'Agenda 2030 avec confiance, résolulement et en redoublant d'efforts. Il est prouvé que la solidarité et la coopération constituent les plus puissantes armes dont l'humanité dispose pour relever les défis mondiaux. La mise en application de l'Agenda 2030 ne fait ainsi pas exception.

Les pays devront travailler ensemble pour parvenir à une communauté de destin, qui constitue la seule voie permettant de surmonter les difficultés et réaliser un développement commun, a souligné M. Zhang.

FRANCE

Chute mortelle de deux alpinistes dans les Alpes

Deux alpinistes, un Néerlandais et une Française de 40 ans et 30 ans, sont morts mardi après une chute mortelle dans le massif des Aiguilles Rouges, dans les Alpes, ont rapporté les secouristes.

Leurs corps ont été retrouvés vers 14H30 GMT à 2.200 mètres d'altitude au niveau de la chapelle de la Glière par les secouristes, alertés par un témoin, a-t-on ajouté de même source, confirmant une information du quotidien régional Le Dauphiné Libéré.

Les circonstances de l'accident restaient mercredi indéterminées. Dans la même journée, toujours en Haute-Savoie, un randonneur de 71 ans s'est tué après une chute à 2.400 mètres d'altitude alors qu'il se trouvait à proximité du sommet du mont de Grange, dans le massif du Chablais.

CHINE - INONDATIONS

Plus de 6,4 millions de personnes touchées par les inondations au Jiangxi

Plus de 6,42 millions de personnes ont été touchées par des inondations causées par les pluies du 6 au 14 juillet dans la province orientale du Jiangxi en Chine, a indiqué mercredi le centre provincial de lutte contre les inondations et la sécheresse.

Dans toute la province, 654.000 personnes ont été déplacées et 583.900 hectares de cultures ont été endommagés, dont 123.600 hectares de cultures détruites, selon un bilan établi mardi à 21h00. Les pertes économiques directes se sont élevées à 11,76 milliards de yuans (environ 1,7 milliard de dollars). Mardi en fin de journée, 2.531 km de digues dans la section du Jiangxi du cours d'eau principal du fleuve Yangtsé, dans la zone du lac Poyang et des régions voisines avaient vu l'eau dépasser les niveaux d'alerte.

TCHÉQUIE

Collision ferroviaire près de Prague: un mort, des dizaines de blessés

Un conducteur de train a été tué et des dizaines de passagers blessés mardi soir lorsqu'un train de passagers a heurté un train de marchandises à l'arrêt près de Prague, ont annoncé le ministre tchèque des Transports et les services de secours dans un nouveau bilan. "Malheureusement, nous avons appris qu'il y a un mort", a déclaré à la télévision publique le ministre des Transports Karel Havlicek. Un précédent bilan faisait état de 2 morts et 24 blessés. Selon les services de secours, il s'agit du conducteur du train de passagers lequel avait plus d'une centaine de personnes à bord.

"Il a été retrouvé sans vie dans sa cabine détruite", explique leur site internet. M. Havlicek a ensuite déclaré à la radio tchèque que le conducteur avait vraisemblablement ignoré un feu rouge.

L'accident est survenu peu après 19H30 GMT mardi, près de la ville de Cesky Brod située à une trentaine de kilomètres à l'est de Prague sur une liaison ferroviaire très utilisée entre Prague et l'Est du pays.

Deux des blessés sont très grièvement atteints, a précisé le ministre. Selon les services de secours, huit autres personnes grièvement blessées et 25 plus légèrement atteintes ont été hospitalisées.

La semaine dernière, deux personnes ont été tuées et une vingtaine d'autres blessées dans un accident ferroviaire, survenu le 7 juillet entre deux trains régionaux près de Karlovy Vary à quelque 120 km à l'ouest de Prague, près de la frontière allemande. Plusieurs autres incidents mineurs ont été signalés la même semaine sur les chemins de fer tchèques.

APS

CHILI

Des chiens dressés pour repérer les malades du Covid-19

La police chilienne a commencé à dresser des chiens pour détecter les malades du Covid-19 en détectant la présence du virus dans leur transpiration.

Les chiens sélectionnés, trois golden retrievers et un Labrador âgés de 4 à 5 ans, étaient jusqu'ici employés à rechercher des drogues, des explosifs ou des personnes disparues, selon la police.

Ce programme est né de la collaboration de la police nationale du Chili, les Carabineros et de spécialistes de l'Université catholique du Chili.

Des initiatives similaires ont eu lieu récemment en France et en Grande-Bretagne. Les chiens possèdent 330 millions de capteurs olfactifs et une capacité à détecter des odeurs 50 fois meilleure

que les humains. "Le virus n'a pas d'odeur, c'est plutôt l'infection qui génère des changements dans le métabolisme", qui se traduisent à leur tour par une variété particulière de transpiration que "peut repérer le chien", explique Fernando Mardones, professeur d'épidémiologie vétérinaire, à la presse.

Selon lui, il a été prouvé que les chiens peuvent détecter des maladies comme la tuberculose, des infections parasitaires et même certains stades précoces du cancer. Ils peuvent aussi percevoir de faibles changements de température de la peau, ce qui peut aider à déterminer si une personne est fiévreuse. Ils ont en revanche peu de chance d'être eux-mêmes contaminés selon l'Organisation

mondiale de la santé animale. Les chiens ont débuté leur entraînement il y a un mois et travaillent à partir d'échantillons de sueur prélevés sur des patients hospitalisés à la clinique de l'Université catholique. Les spécialistes espèrent qu'ils seront opérationnels d'ici le mois d'août. Ils pourront être déployés dans des lieux de passage comme les gares, les aéroports ou les dispensaires. Le Chili a fait état mardi de 1.836 nouveaux cas de covid-19, le chiffre le plus bas depuis deux mois. Au total, le pays a recensé 319.493 cas d'infection depuis le 3 mars.

Plus de 11.000 personnes en sont mortes, selon un rapport du ministère de la Santé qui compte également les cas "probables" de coronavirus.

NORVÈGE - CRIMINALITÉ

Un homme arrêté pour agression mortelle au

La police norvégienne a annoncé mercredi avoir arrêté un homme soupçonné d'avoir poignardé trois femmes, dont une mortellement, dans le sud-est du pays pour des raisons encore indéterminées.

Les victimes ont été agressées dans la nuit de mardi à mercredi dans trois endroits différents de la ville de Sarpsborg, au sud d'Oslo.

A ce stade, l'enquête confirme qu'il n'y a qu'un agresseur derrière les attaques au couteau à Sarpsborg", a indi-

qué la police dans un communiqué. La police a pour l'instant retenu les chefs de "meurtre et tentative de meurtre", semblant donc exclure un "acte terroriste", selon les médias.

Le suspect est un Norvégien de 31 ans déjà condamné pour des faits de violence, selon la police. Reconnu par une de ses victimes, il a été interpellé à son domicile peu après les faits. "Les investigations sur la personne en question et les contacts que la police a eus jusqu'à présent avec lui ont

plaidé pour qu'il soit présenté à un médecin puis hospitalisé", précise le communiqué.

"La police vérifie si la santé mentale de cet homme peut avoir eu un impact sur le cours des événements", ajoute le texte. La personne décédée est une femme d'une cinquantaine d'années. Aucun détail n'a été fourni sur les deux autres femmes blessées, l'une grièvement, l'autre plus légèrement. A ce stade, les enquêteurs ont établi que le suspect connaissait au moins deux des

victimes. Selon le journal Sarpsborg Arbeiderblad, l'époux d'une d'entre elles a déclaré que l'assaillant était venu à leur domicile.

"Nous étions en train de regarder la télé quand on a entendu frapper fort à la porte. Quand j'ai ouvert il a voulu me poignarder mais j'ai réussi à éviter" le coup, a déclaré le mari au journal.

L'assaillant a pénétré ensuite dans leur domicile et "blessé au couteau sa femme au bras".

INDE - INONDATIONS

59 morts suite à des inondations dans le nord du pays

Cinquante neuf (59) personnes ont péri mardi suite à des inondations dans l'Etat de l'Assam dans le nord-est de l'Inde, ont déclaré mercredi les autorités locales. Il s'agit également de plus de 1,3 million de personnes qui ont été touchées par ces intempéries, ainsi que des milliers d'hectares de cultures endommagés, des maisons détruites et des centaines de milliers d'animaux domes-

tiques qui ont été emportés par les crues, rapporte la même source.

Des centaines de refuges ont été aménagés pour abriter quelques 44.000 personnes touchées par les inondations et les glissements de terrain dans les Etats du nord-est du pays.

Des centres de distribution de denrées alimentaires ont été mis en place pour venir en aide aux habitants, selon

l'Autorité de gestion des catastrophes de l'Etat de l'Assam. Le Département météorologique indien a mis en garde contre davantage d'averses et de pluies torrentielles dans les prochains jours.

En Inde, les pluies de mousson (juin-septembre) sont attendues chaque année pour refaire le plein des réserves en eau, mais elles coûtent aussi la vie à des centaines de personnes.

S A N T É - A L G É R I E

TIZI-OUZOU - COVID-19

L'impératif d'un "effort pédagogique accru"

La recrudescence de la pandémie de coronavirus observée ces derniers jours, impose "un effort pédagogique accru", a estimé lundi à Tizi-Ouzou, le docteur Mahmoud Boudarène, docteur en psychiatrie, dans une déclaration à l'APS.

Déplorant l'"état de relâchement" constaté quant au suivi et à l'application des précautions d'usage après le déconfinement décidé par les pouvoirs publics, le Dr Boudarène a, cependant, considéré qu'il ne s'agit pas, comme il est présenté, "d'un déni de la pandémie, mais d'un manque d'information sur la réalité de la pandémie".

"Il ne s'agit pas d'un déni de la pandémie.

Les gens savent qu'elle existe, ils se sont confinés pendant des mois, mais, la décision de déconfinement prise, ils pensent que puisque les pouvoirs publics ont déconfiné, la maladie a disparu, ce qui a généré ce relâchement, mais aussi, d'un sentiment de peur", a-t-il expliqué.

Le psychiatre fait remarquer qu'en pareille situation, il y a deux réactions qui se présentent, soit il y a une bonne information et alors un respect rigoureux des consignes est observé, soit, les gens, en proie à la peur et à la démoralisation, réagissent par des attitudes qui leur nuisent et nuisent aux autres".

A ce propos, il a plaidé pour "une intensification de l'effort pédagogique et d'information pour expliquer aux gens la réalité de la pandémie et que malgré le déconfinement décidé à l'échelle globale, le confinement individuel reste de mise".

Il est impératif, a-t-il soutenu, "d'accompagner le déconfinement d'un effort pédagogique et d'information et au même temps d'une attitude ferme pour faire respecter un minimum les consignes de protection", soulignant, à ce titre, qu'"aucune considération ne doit primer sur l'impératif sanitaire".

"Les gens doivent être informés sur la réalité de la pandémie et continuer à observer les mesures de protection comme le port du masque, le respect de la distance, l'utilisation des solutions hydroalcooliques et, surtout, éviter les visites et contacts inutiles ainsi que les rassemblements", a-t-il soutenu.

Des précautions, a-t-il estimé, qui doivent être "observées avec rigueur", estimant que "l'Etat qui, jusque-là, a pris de très bonnes décisions qui ont fait que la propagation de la pandémie a été circonscrite à des taux limités, doit prendre d'autres, fermes et cohérentes, pour gérer cette situation de post-confinement".

Dans ce sillage, a-t-on, par ailleurs, appris auprès de la cellule de communication de la wilaya, "des instructions ont été adressées lundi aux responsables locaux, maires, chefs de daira et services de sécurité, par le wali Mahmoud Djamaa, de procéder à la fermeture de tous les lieux recevant du public et ne respectant pas les mesures de protection".

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Production de plus de 400.000 masques chirurgicaux par jour

Les capacités de production nationale en masques chirurgicaux s'élèvent à plus de 400.000 masques par jour, fabriqués actuellement par cinq opérateurs, indique mardi le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué.

Les capacités de production nationale en masques chirurgicaux (masques trois plis à usage médical) oscillent entre 400.000 à 490.000 masques par jour, fabriqués actuellement par cinq opérateurs, précise la même source.

Une nouvelle ligne de production est en cours d'installation par un sixième opérateur pour fabriquer 100.000 masques par jour, ce qui permettra d'atteindre dans les prochains jours une capacité totale de 500.000 à 590.000 masques par jour à l'échelle nationale.

S'agissant des masques de protection respiratoire de type FFP2, deux opérateurs vont se mettre, d'ici le mois prochain, à les fabriquer avec une capacité globale de 2 millions de masques par mois à l'échelle nationale, ajoute la même source.

554 nouveaux cas, 441 guérisons et 12 décès durant les dernières 24h

Cinq-cent-cinquante-quatre (554) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 441 guérisons et 12 décès ont été enregistrés les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 20770, soit 1,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1040 alors que le nombre des patients guéris est passé à 14792, a précisé Dr Fourar, lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19.

Fourar a également fait savoir que 73% des décès représentent la catégorie d'âge de 60 ans et plus. En outre, 31 wilayas ont enregistré un taux inférieur à la moyenne nationale, tandis que 7 wilayas n'ont recensé aucun nouveau cas positif au coronavirus durant les dernières 24 heures, alors que 18 autres



ont enregistré entre 1 et 5 cas, et 23 wilayas ont notifié plus de 6 cas chacune.

Par ailleurs, 56 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Fourar. Enfin, le

même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obli-

gation du respect du confinement et du port des masques. Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, notamment celles souffrant de maladies chroniques.

COVID-19

Un texte de loi pour renforcer le dispositif de protection des personnels de la santé

Un texte de loi viendra prochainement renforcer le dispositif de protection de tout le personnel médical, paramédical et administratif, en sus de celle déjà consacrée par les lois de la République, a annoncé mardi un communiqué des services du Premier ministre.

Il a été constaté, ces dernières semaines, de "multiples agressions physiques et verbales perpétrées à l'encontre du personnel médical, paramédical, administratif et de citoyens se trouvant dans l'enceinte de certains hôpitaux et autres structures de santé, accompagnées parfois d'actes de détérioration et de destruction de biens publics et de matériels médicaux", a relevé la source, signalant que "face à cette situation, monsieur le Président de la République a décidé de consolider et de renforcer, par un texte de loi, le dispositif de protection de tout le personnel médical, paramédical et administratif, en sus de celle déjà consacrée par les lois de la République".

Ce dispositif vise à "prémunir le

corps médical de toute agression ou violence, quel qu'en soit la forme, le moyen ou l'auteur, dans l'enceinte des hôpitaux et autres structures et établissements sanitaires à travers tout le territoire national, pendant l'exercice de leur noble mission au service de la Nation", a fait savoir la même source.

Dans le même cadre, le ministre de la Justice, Garde des sceaux, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, le Commandant de la Gendarmerie Nationale, le Directeur Général de la Sûreté Nationale et les Walis "ont été instruits à l'effet de prendre toutes les dispositions nécessaires, à la lumière des orientations de Monsieur le Président de la République et du Premier Ministre, pour l'application stricte de la loi et la mise en œuvre immédiate des sanctions les plus sévères à l'encontre des auteurs de ces violations".

Il a été également relevé, poursuit le communiqué des services du Premier ministre, la manipulation et la diffu-

sion d'images via les réseaux sociaux et médias interposés, et qui portent atteinte à la dignité des patients et de leurs familles, ainsi qu'au professionalismisme et à l'intégrité morale du corps médical.

"Ces actes inadmissibles dont la finalité est de porter atteinte à la sécurité et à l'intégrité des personnes et des biens publics, et dont les auteurs tentent vainement de décrédibiliser l'action du service public de santé et les efforts déployés et sacrificiels consentis par l'ensemble des personnels du corps médical, sont réprimés par les lois de la République", a souligné la même source.

Ces actes, a indiqué la même source, qui sont "étrangers à notre société et rejetés par elle, prennent une dimension beaucoup plus grave dans cette conjoncture que vit le Pays, où tous les efforts doivent être orientés et focalisés sur la prise en charge des malades et la protection sanitaire de nos concitoyens, face à l'épidémie de Coronavirus (Covid-19)".

CORONAVIRUS - PRÉVENTION

Fourar: "les efforts de l'Etat pour endiguer l'épidémie resteront vains si les citoyens ne respectent pas les gestes barrières"

Les efforts consentis et les moyens mobilisés par l'Etat dans les hôpitaux pour endiguer la Covid-19 resteront vains si les citoyens ne respectent pas les gestes barrières, a indiqué mardi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar. En marge du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de la Covid-19, Dr Fourar a insisté sur "l'importance de la prise de conscience par les citoyens du rôle capital qui leur incombe pour endiguer l'épidémie et casser la chaîne de transmission", soulignant

que "les efforts consentis par l'Etat et les moyens mobilisés dans les hôpitaux resteront vains si les citoyens n'y mettent pas du leur et ne protègent pas leur santé et celle de leurs proches et de leurs concitoyens".

Au sujet de la hausse du nombre de cas recensés ces derniers jours, l'expert a dit que cette situation "n'épargne aucun pays dans le monde", précisant que "les pays qui ont levé le confinement réfléchissent aujourd'hui à d'autres moyens pour faire face à ce virus". Rappelant les mises en garde de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a fait état de plus de 200.000

nouveaux cas au cours des dernières 24 heures, Dr Fourar a affirmé que la situation était "inquiétante".

Concernant ce rebond des contaminations qui a dépassé les 500 cas en Algérie ces dernières 24 heures, Dr Fourar a déclaré que ces résultats "étaient prévisibles" et que "l'unique moyen pour surmonter cette épreuve est la conscience et le respect par le citoyen des mesures préventives pour préserver sa santé et celle d'autrui". A une question sur la méthode de renforcement des mesures préventives actuelles avant l'Aïd El Adha, Dr Fourar a réitéré son appel pour une application

"rigoureuse" de toutes les dispositions préventives, notamment le port du masque de protection "pour ne pas retomber dans la même situation enregistrée après l'Aïd El Fitr, période où il y a eu une recrudescence des cas de contaminations".

L'expert a appelé enfin à tirer les leçons de la période post-Aïd El Fitr pour éviter de reproduire la même situation, en sensibilisant et en obligeant le citoyen à porter le masque de protection en tout lieu, à l'instar de la mesure prise imposant le port de la ceinture de sécurité au conducteur.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ESPAGNE

Plusieurs villes reconfinées après un bras de fer avec la justice

La ville de Lérida et plusieurs communes environnantes en Catalogne (Nord-Est de l'Espagne) ont été reconfinées, mercredi, en raison d'un important foyer de contagion au Covid-19 après un bras de fer avec la justice.

Les autorités de cette région ont appelé les habitants de plusieurs quartiers de la ville de L'Hospitalet de Llobregat en banlieue de Barcelone, où les cas de Covid-19 sont en hausse, à éviter de sortir de chez eux.

Dans la zone de Lérida, les sorties ne sont notamment autorisées que pour aller travailler, acheter à manger, se faire soigner ou faire du sport entre membres d'un même foyer.

Près de 160.000 personnes sont concernées. Cette zone avait déjà été isolée du reste de la région le 4 juillet. Le gouvernement régional refuse toute-



fois de parler de "confinement à domicile", ces mesures étant moins restrictives que le confine-

ment extrêmement strict décrété en Espagne au plus fort de la pandémie.

"Les gens pourront aller se promener, faire du sport, tous les commerces seront ouverts, pas seulement les commerces essentiels", a fait valoir mardi la porte-parole de l'exécutif régional Meritxell Budó.

Ces mesures ont fait l'objet d'un bras de fer avec la justice. Après leur annonce initiale dimanche, le tribunal de Lérida les avait suspendues, obligeant le gouvernement régional à adopter un décret-loi pour passer outre.

PORTUGAL

Prolongement des restrictions dans la région de Lisbonne

Les mesures de reconfinement partiel en vigueur dans la région de Lisbonne pour maîtriser des foyers de contagion au nouveau coronavirus ont été prolongées au moins jusqu'à fin juillet, a annoncé mardi soir le gouvernement portugais.

"Cette décision tient compte du fait que, malgré la tendance à la baisse du nombre de nouveaux cas observée dans la plupart des régions du territoire national, nous constatons une incidence persistante dans certaines

zones de l'Administration régionale de santé de Lisbonne et de la vallée du Tage, concrètement dans la partie Nord de la région métropolitaine de Lisbonne", a expliqué l'exécutif dans un communiqué publié à l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire. Les restrictions imposées depuis début juillet concernent l'ensemble de la région métropolitaine de Lisbonne et plus particulièrement une vingtaine de quartiers de la banlieue Nord de la capitale portugaise. Les

quelque 700.000 habitants de ces quartiers sont depuis appelés à rester chez eux, sauf pour aller travailler ou pour faire des achats indispensables. Les rassemblements y sont limités à cinq personnes, contre dix dans l'ensemble de la région de Lisbonne et 20 dans le reste du Portugal.

En raison des foyers de contamination toujours actifs, l'UEFA a annoncé jeudi que le tournoi final de Ligue des champions prévu à Lisbonne du 12 au 23 août, se déroulerait a priori à huis

clos. Au cours des deux dernières semaines, le Portugal a continué à détecter en moyenne un peu plus de 350 nouveaux cas par jour de contamination au coronavirus, la plupart dans la région de Lisbonne.

Même si son service national de santé n'a jamais été débordé, y compris au plus fort de la crise sanitaire en Europe, ce pays de 10 millions d'habitants compte au total près de 1.700 décès par Covid-19 et 47.000 cas officiellement confirmés.

CHINE

La partie continentale enregistre six nouveaux cas de COVID-19 importés

Six nouveaux cas confirmés de COVID-19 ont été enregistrés mardi sur la partie continentale, tous importés, ont indiqué mercredi les autorités sanitaires chinoises. Aucun nouveau cas suspect ni aucun décès lié à la maladie n'a été recensé mardi, a déclaré la Commission nationale de la santé dans son rapport quotidien.

Parmi ces six cas importés, la municipalité de Shanghai en a signalé trois, tandis que les provinces du Shanxi et du Yunnan et la municipalité de Chongqing en ont chacune enregistré un. Mardi, 19 patients du COVID-19 sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement. Selon le bilan établi mardi, le nombre total de cas confirmés sur la partie continentale avait

atteint 83.611. Sur ce total, 284 patients sont encore hospitalisés, dont trois dans un état grave. Au total, 78.693 personnes sont sorties de l'hôpital après leur rétablissement, et 4.634 personnes sont décédées de la maladie, a indiqué la commission. Selon le bilan établi mardi, un total de 1.988 cas importés avaient été signalés sur la partie continentale. Parmi eux, 1.902 sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement, et 86 sont toujours hospitalisés. Aucun décès n'a été signalé parmi les cas importés. Trois personnes, dont deux venant de l'étranger, étaient toujours suspectées d'infection par le virus.

Selon la commission, un total de 3.577 contacts étroits étaient toujours sous observation médicale après que 219 per-

sonnes ont quitté l'observation médicale mardi. Quatre nouveaux cas asymptomatiques, tous importés, ont été recensés sur la partie continentale, et aucun cas asymptomatique n'a été reclassé comme cas confirmé.

La commission a indiqué que 110 cas asymptomatiques, dont 87 importés, étaient toujours sous observation médicale. Selon le bilan établi mardi, 1.569 cas confirmés, dont huit décès, avaient été signalés dans la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, 46 cas confirmés dans la RAS de Macao et 451 à Taiwan, dont sept décès.

Au total, 1.229 patients à Hong Kong, 45 à Macao et 440 à Taiwan sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement.

ETATS-UNIS - RECHERCHE VACCIN

La production d'un vaccin pourrait débuter à la fin de l'été

Les laboratoires pharmaceutiques associés à l'Administration fédérale américaine dans le cadre du programme de lutte contre le coronavirus (Covid-19) devraient être en mesure de débiter activement la fabrication d'un vaccin d'ici la fin de l'été, a déclaré un haut représentant de l'Administration américaine.

Ce représentant cité par des médias, a indiqué que "Washington travaillait déjà

avec des entreprises pour équiper des usines de fabrication et acquérir des matières premières". L'Administration américaine a contribué à financer jusqu'à présent le développement de quatre vaccins potentiels contre le coronavirus dans le cadre du programme "Operation Warp Speed" ("Opération vitesse de la lumière"), qui a pour but de produire 300 millions de doses d'un vaccin d'ici la fin

2021. Le gouvernement fédéral a accordé des bourses d'au moins plusieurs centaines de millions de dollars aux groupes pharmaceutiques Johnson & Johnson, Moderna, AstraZeneca et Novavax.

Un contrat a aussi été signé ce mois-ci avec Regeneron Pharmaceuticals pour aider celui-ci à fournir des traitements aux patients malades après avoir contracté le virus.

Les essais cliniques pour

les traitements peuvent déboucher sur des résultats en l'espace de quelques semaines, rendant possible la production de centaines de milliers de médicaments d'ici l'automne, a dit le haut représentant de l'Administration américaine.

Il a aussi indiqué que des crédits supplémentaires pourraient être annoncés par l'Administration fédérale à l'avenir.

SALVADOR
25 médecins et 40 personnels de santé sont morts du coronavirus

Vingt-cinq médecins et 40 autres personnels soignants sont morts à ce jour du coronavirus au Salvador, sur 278 décès officiellement comptabilisés, selon le Syndicat des médecins de la sécurité sociale (Simetriss), qui a manifesté mardi pour réclamer du matériel de protection.

"C'est une réalité au niveau national, nous n'avons pas de matériel de protection. Nous demandons au gouvernement de nous fournir du matériel de protection pour que nous puissions continuer à soigner les patients de Covid-19", a déclaré lors d'une conférence de presse le Dr. Luis Chavez, secrétaire général du Simetriss. Des médecins en blouse blanche, le visage couverts par des masques bleus ou blancs se sont rassemblés mardi sur une place proche de l'hôpital de la Sécurité sociale à San Salvador. Ils ont affirmé avoir dû "mettre de leur poche" pour acheter des masques et des blouses de sécurité.

"Nous déplorons la mort de 25 médecins à cause de cette pandémie (...) et il y a 40 autres morts parmi le personnel soignant, des infirmières ou du personnel de soutien", a indiqué le Dr. Melqui Ramirez, membre du Simetriss. Les médecins ont aussi exigé des tests "en temps et en heure" pour tout le personnel médical et les infirmières de la Sécurité sociale. Ils ont aussi demandé à la Sécurité sociale d'embaucher davantage de médecins et de soignants, et de mettre sur pied un hôpital dédié uniquement aux patients indemnes de coronavirus "afin d'éviter de nouvelles contaminations", a souligné le Dr. Ramirez. Selon les chiffres officiels, le Salvador, avec 6,6 millions d'habitants, comptabilisait lundi 10.305 cas avérés de personnes contaminées par le nouveau coronavirus, dont 278 décès.

INDE

Reconfinement de plus de 140 millions de personnes

Quelque 13 millions de personnes vivant dans la mégapole de Bangalore et ses environs se sont reconfinées mardi soir, bientôt suivies par les 125 millions d'habitants de l'Etat du Bihar, dans l'espoir de freiner l'épidémie du nouveau coronavirus qui frappe l'Inde.

Après avoir imposé un confinement brutal à l'échelle nationale fin mars, New Delhi l'a levé début juin mais les reconfinements locaux et les autres mesures sanitaires de protection se multiplient à l'initiative des autorités locales dans ce pays de 1,3 milliard d'habitants. La deuxième nation la plus peuplée de la planète compte à ce jour 23.727 morts pour 906.752 cas déclarés de Covid-19, des chiffres en rapide progression. Les spécialistes estiment que le pic de l'épidémie n'y est toujours pas atteint.

Si Bombay et New Delhi sont les villes les plus meurtrières par cette maladie, Bangalore (sud) émerge comme l'un des nouveaux foyers du virus en Inde. Un reconfinement ordonné par le gouvernement régional est entré en vigueur mardi soir à 20h00 (L4H30 GMT) et se situe de la high-tech indienne et dans des districts mitoyens. Celui-ci est officiellement en place jusqu'au 22 juillet au matin.

Les habitants de Bangalore se sont pressés dans les magasins mardi pour remplir leur réfrigérateur et leurs placards avant le début du reconfinement, craignant des difficultés d'approvisionnement et une prolongation de la mesure. Les transports publics sont à l'arrêt et seuls les services et commerces essentiels pourront continuer à ouvrir. Dans le nord de l'Inde, la grande région du Bihar a annoncé dans l'après-midi le reconfinement de ses quelque 125 millions d'habitants à compter de jeudi pour quinze jours, devenant le premier Etat indien à imposer un reconfinement continu à tout son territoire. Un reconfinement est également en place dans la ville de Pune (ouest), qui compte environ six millions d'habitants.

Plusieurs Etats, dont l'Uttar Pradesh, le Tamil Nadu, le Kerala et l'Assam, ont annoncé ces derniers jours des restrictions supplémentaires pour freiner l'expansion du virus. Malgré la virulence de l'épidémie, le bilan humain reste contenu dans ce pays dont la population est jeune. L'Inde n'a pour le moment enregistré que 172 morts du Covid-19 pour un million d'habitants, loin 409,7 aux Etats-Unis ou des 342,6 au Brésil, les deux pays les plus endeuillés par la pandémie. Ce calcul a été obtenu à partir de bilans officiels compilés par des médias.

2 CANCERS SUR 3 VONT ÊTRE GUÉRIS À LA FIN DE LA DÉCENNIE

A l'occasion de la Journée internationale du cancer, Axel Khan, président de la Ligue contre le cancer, affirme qu'à la fin de la décennie 2020, on arrivera à deux tiers de guérisons.

« A la fin de la décennie 2020, on arrivera à 2/3 de guérisons de cancers, et à 3/4 dans la décennie suivante » déclare-t-il. Il y a quelques jours, le président de la Ligue contre le cancer, Axel Khan, lors du congrès annuel de la Ligue. Un message positif immédiatement pondéré par d'autres chiffres: « 750 000 bébés naissent chaque année en France et chaque année, 400 000 personnes sont touchées par le cancer. Ce qui veut dire qu'un enfant sur 2 qui naît aujourd'hui sera touché par le cancer » a insisté le généticien sur l'antenne de RTL.

4 CANCERS SUR 10 RESTENT ÉVITABLES.
La 20e édition de la Journée Mondiale contre le cancer est aussi l'occasion de rappeler que 4 cancers sur 10 restent évitables.

Le nombre annuel de décès liés au tabac est estimé à 78 000 personnes en France, dont 47 000 par cancers : cancer du poumon mais aussi cancer de la vessie, du pancréas ou des voies aérodigestives supérieures. 15 000 décès par cancer sont liés à l'alcool. Cancer du sein, du foie, du colon... au total 7 formes de cancer seraient liées à l'alcool. L'obésité serait impliquée dans le développement de 8 formes de cancer. L'obésité et la mauvaise alimentation, ce sont 5000 à 7000 cancers chaque années » insiste le Pr Khanqui martèle la nécessité de bannir les nitrates de notre alimentation. Ces additifs utilisés pour la conservation de la charcuterie et présents dans plus de 12 000 produits en France, provoqueraient des milliers de cancers du colon ou de l'estomac.



UN NOUVEAU COCKTAIL MÉDICAMENTEUX CONTRE LE CANCER

Des chercheurs suisses auraient trouvé une nouvelle combinaison médicamenteuse très efficace contre le cancer. Il s'appelle C2 : c'est le nouveau cocktail de médicaments inventés par les chercheurs de l'Université de Genève (UNIGE) pour attaquer les cellules cancéreuses, rapporte l'Agence télégraphique Suisse dans un communiqué repris par 20 minutes. Quatre médicaments ont été assemblés avec deux objectifs in fine. D'une part : détruire les tumeurs,

bien évidemment. Et d'autre part, limiter les effets secondaires et ne pas trop attaquer les cellules saines, souvent victimes collatérales des traitements anti cancer très agressifs.

20 FOIS PLUS EFFICACE
200 formules in vitro ont été testées pour atteindre ces deux buts, et réduire au maximum les problèmes d'accoutumances aux médicaments qui peuvent toucher les patients. Parmi eux, ceux qui attel-

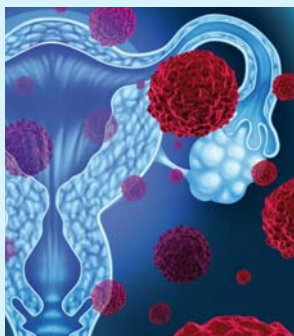
gent le moins les cellules saines ont été sélectionnés. Le C2, grand gagnant de cette compétition médicale est un mélange de C1-994, d'erlotinib, de dasatinib et de tubacin. Il tue jusqu'à 20 fois plus de cellules cancéreuses que les autres combinaisons de médicaments. Il a la même agressivité qu'un médicament déjà existant : le Paclitaxel, mais il préserve mieux les cellules non cancéreuses que ce dernier. L'objectif est donc de le remplacer par ce nouveau médicament.



4 CANCERS SUR 10 POURRAIENT ÊTRE ÉVITÉS

Sur les 355 000 cancers diagnostiqués chaque année en France, environ 140 000 pourraient être évités. L'Institut national du cancer lance donc une campagne pour nous inviter à modifier les comportements à risque.

Prévenir les 40% de cancers qui sont évitables : tel est l'objectif de la nouvelle campagne d'information lancée aujourd'hui par l'Institut national du cancer (Inca). Celui-ci veut montrer à chacun qu'il est possible d'agir pour réduire le risque de cancer : arrêter de fumer, éviter l'alcool, bouger plus, manger mieux... autant de conseils simples à appliquer et qui pourraient avoir un réel impact sur la santé publique si chacun les adoptait. Exemples. Le tabac : il arrive en tête de toutes les causes de cancers et constitue la première cause de mortalité évitable, en France. Le nombre annuel de décès liés au tabac est estimé à 78 000 personnes, dont 47 000 par cancers. Le tabac est responsable de près de 90 % des cancers du poumon mais aussi de 40% des cancers de la vessie, de 70% des cancers des voies aérodigestives supérieures ou de 30% des cancers du pancréas. Le moyen de prévention le plus efficace est évidemment de ne pas ou ne plus fumer. L'alcool : plus de 15 000 décès par cancer lui sont chaque année imputables. En



consommer augmentent fortement le risque de développer les cancers de la bouche, du pharynx, larynx, de l'œsophage (80% de ce cancer lui sont imputables), du colon-rectum, du sein (17%) et du foie. Il est donc recommandé de limiter, voire d'éviter la consommation d'alcool. L'alimentation : les facteurs favorisant le risque de cancer sont principalement l'excès de « viandes rouges » (rappelons que pour les scientifiques internationaux, le terme « viandes rouges » fait référence à tous les types de viandes issues des tissus musculaires de mammifères comme le bœuf, le veau, le porc, l'agneau, le mouton, le cheval et la chèvre) mais aussi l'excès de charcuteries, d'aliments gras, salés ou très sucrés. Pour réduire le risque, les fruits et légumes jouent un rôle protecteur grâce à leur richesse en fibres, en vitamines et en minéraux antioxydants. Mais les aliments céréaliers complets sont également recommandés. L'exercice physique : la pratique quotidienne d'une activité physique permet de diminuer le risque de cancer du colon, du sein, du poumon et de l'endomètre. Il est donc conseillé de pratiquer une activité physique (monter des escaliers, marcher, faire du vélo, nager) au moins 30 minutes par jour afin de diminuer ce risque.

L'obésité serait liée à huit cancers

Une nouvelle fois, l'obésité est montrée du doigt comme facteur de risque de cancer. Elle serait en cause dans le développement de huit cancers.

Une équipe internationale de chercheurs a identifié huit types de cancer liés à l'excès de poids et l'obésité: celui de l'estomac, du foie, de la vésicule biliaire, du pancréas, de l'ovaire, le méningiome (un type de tumeur du cerveau), le cancer de la thyroïde et le cancer du sang myélome multiple, selon les résultats d'une étude publiée dans la très sérieuse revue médicale *The New England Journal of Medicine*.

Les chercheurs du Centre international de la recherche sur le cancer (CIRC/IARC), basé en France, ont réalisé une méta-analyse et ont étudié des données médicales de plus d'un milliard d'études réalisées sur le lien entre surpoids et risque de cancer.

Ces résultats pourraient avoir une incidence importante sur la population mondiale. « Dans le monde entier, on estime que 640 millions d'adultes et 110 millions d'enfants sont obèses, dont un tiers des adultes et des enfants aux États-Unis », rappelle l'étude.

9% des cancers chez les femmes en Amérique du Nord, en Europe et au Proche-Orient seraient liés à l'obésité. En 2002, les mêmes chercheurs avaient révélé que l'excès de poids était lié aux cancers du côlon, de l'œsophage, du rein, du sein et de l'utérus. Cette nouvelle étude accuse l'obésité d'être aussi responsable des cancers de l'estomac, du foie, de la vésicule biliaire, du pancréas, de l'ovaire, du méningiome (un type de tumeur du cerveau), du cancer de la thyroïde et du cancer du sang myélome multiple.

L'excès de graisse conduit à une surproduction de l'œstrogène, de la testostérone et d'insuline, et favorise l'inflammation, qui peut stimuler la croissance du cancer. « Le fardeau du cancer dû au surpoids ou à l'obésité est devenu presque plus important que ce que l'on pensait auparavant », a indiqué Graham Colditz, président du groupe de travail du CIRC, et membre de l'école de médecine de l'université Washington de St-Louis. « Bon nombre des cancers nouvellement identifiés sont liés à l'excès de poids et n'avaient pas été signalés auparavant comme tels. »

MODIFIER SON MODE DE VIE POUR RÉDUIRE LE RISQUE DE CANCERS

Une alimentation saine, le maintien d'un poids santé et la pratique de l'exercice physique, peuvent avoir un impact significatif sur la réduction du risque de cancer. « Les efforts de santé publique pour lutter contre le cancer devraient se concentrer sur des facteurs de risque modifiables », explique Graham Colditz. « Mais la perte de poids reste difficile pour beaucoup de gens », a-t-il ajouté. « Plutôt que de se décourager et d'abandonner, ceux qui luttent pour perdre du poids devraient plutôt se concentrer sur ne pas en prendre plus. »

UN ROBOT POUR MIEUX DÉTRUIRE LES MÉTASTASES AU FOIE

Des chirurgiens de Gustave Roussy ont utilisé pour la première fois un robot pour guider la destruction de métastases localisées dans le foie.

C'est une première. Pour guider la destruction par micro-ondes de métastases localisées dans le foie d'un patient atteint de cancer, le Pr Thierry de Baere, chef du service d'imagerie thérapeutique de Gustave Roussy, et son équipe, ont utilisé un robot.

« La procédure s'est parfaitement déroulée. Le robot a rempli sa mission avec succès. Le premier patient va bien, il est sorti de l'hôpital dès le lendemain » a expliqué le Pr de Baere.

TRAITER LES MÉTASTASES DU FOIE SANS OUVRIR

Une métastase du foie est une tumeur qui provient d'un cancer qui s'est développé sur un autre organe et qui s'est ensuite propagée au foie. Pour détruire ces métastases sans ouvrir, les chirurgiens font appel à la radiologie interventionnelle : des images réalisées avant l'intervention permettent au radiologue de panifier la position de l'aiguille qui va délivrer le traitement ainsi que la profondeur et l'axe pour y accéder, sachant que le foie est situé dans une zone très riche en artères et en veines.

CE QUI PAIT LE ROBOT

« Le robot nous aide en positionnant l'endroit où insérer l'aiguille à travers la peau ainsi que son in-



clinisation pour atteindre les métastases sans endommager de tissus» souligne le Pr de Baere. A partir d'images de scanner 3D, le robot calcule «avec une précision balistique», la meilleure position. Son bras articulé vient se placer à l'endroit précis où le radiologue doit introduire l'aiguille vers la tumeur.

UN ROBOT "MADE IN FRANCE"

Ce "robot" est en fait un dispositif qui combine robotique et analyse d'image. Il a été développé par une entreprise française de robotique médicale, Quantum Surgical, basée à Montpellier. L'intervention pilotée par le Pr de Baere fait partie d'un essai clinique multicentrique qui vise à évaluer la performance et

la sécurité de ce dispositif robotique. Au total, 20 patients seront inclus dans 3 centres français. La première mondiale avait été réalisée début juin au CHU de Montpellier sur une tumeur primitive du foie. A Gustave Roussy, c'est une première réalisée sur des métastases.

UN CANCER SUR 3 DÛ AU TABAC

L'institut national du cancer vient de présenter son rapport 2015 sur le cancer en France. A eux seuls, le tabac et l'alcool sont responsables de 40% des cancers. Résumé des grandes lignes de ce rapport.

- 385 000 nouveaux cas de cancers ont été estimés en France en 2015. Dont 211 000 nouveaux cas chez les hommes (majoritairement représentés par les cancers de la prostate, du poumon et de côlon) et 174 000 nouveaux cas chez les femmes (majoritairement représentés par le cancer du sein, loin devant le cancer du côlon et le cancer du poumon).

- 149 500 décès par cancer ont été estimés en 2015, en France métropolitaine. Dont 84 100 décès chez les hommes (âge médian du décès 73 ans) et 65 400 chez les femmes (âge médian 77 ans).

- Près de 6,64 millions hospitalisations (séances et séjours) en lien avec la prise en charge du cancer (hors activité de radiologie en secteur privé libéral) ont été réalisées dans les établissements de Médecine Chirurgie Obstétrique (MCO) en 2014. L'activité de cancérologie représente près d'un quart de l'activité hospitalière globale en court séjour: 48,7% des séances, 10% des hospitalisations ambulatoires et 13,4% des hospitalisations complètes.

LES FACTEURS DE RISQUE COMPORTEMENTAUX

Le premier facteur de risque évitable de mortalité par cancer, le tabac est responsable de 47 000 décès par an, soit 30% de la mortalité par cancer. Deuxième cause de mortalité évitable par cancer (15 000 décès par



an ou 9,5% de la mortalité par cancer), la consommation d'alcool en France reste parmi les plus élevées d'Europe. En 2014, la consommation quotidienne concerne 10% de la population âgée de 18 à 75 ans, ce type de consommation se rencontrant presque exclusivement chez les 50 ans et plus.

LES SÉQUELLES

3 personnes sur 5 déclarent avoir conservé des séquelles deux ans après

un diagnostic de cancer. La proportion des personnes atteintes de cancer considérées comme vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 20,9% au moment du diagnostic en 2010 à 25,1% deux ans après le diagnostic. En outre, la situation professionnelle des personnes avec un cancer s'est dégradée considérablement deux ans après le diagnostic: le taux d'emploi est passé de 82% à 61,3% et le taux de chômage de 7% à 11%.

BARRAGE SUR NIL Fin des négociations sans aboutir à un accord, bientôt un mini-sommet africain

Les négociations entre le Caire, Addis-Abeba et Khartoum sur le barrage de la Renaissance construit par l'Éthiopie sur le Nil bleu ont pris fin sans conclure un accord, a déclaré le ministère soudanais de l'Irrigation qui annonce la tenue prochaine d'un mini-sommet africain pour décider de la suite à donner aux pourparlers.

Le Ministre soudanais de l'Irrigation et des Ressources Hydrauliques, Yasser Abbas, a annoncé lundi soir la fin du round des négociations en cours entre le Soudan, l'Éthiopie et l'Égypte sur le barrage de la Renaissance construit par Addis-Abeba, qui a commencé le 3 juillet sous la supervision de l'Union africaine (UA) et avec la participation d'observateurs internationaux.

Le ministre a affirmé que son pays, le Soudan soumettrait mardi son rapport final sur les négociations qui comprend la position de Khartoum sur les points en suspens, annonçant qu'un mini-sommet africain se tiendrait conformément aux instructions de l'UA après une semaine pour décider de la prochaine étape sur la question du barrage.

L'Égypte de son côté, par la voix de son ministre des Affaires étrangères Sameh Shoukry a déclaré que son pays regrettait de ne pas être parvenu à un accord.

Il a dit que l'Égypte offrait beaucoup de flexibilité et de compréhension, mais que le cycle de négociations s'était à nouveau terminé sans parvenir à un accord.

Il a également souligné que tous les organismes publics continuent de travailler avec la même détermination à défendre les intérêts de l'Égypte dans le domaine de l'eau, comme il le dit.

Points en suspens

Le Caire a rejeté une proposition d'Addis-Abeba de reporter le règlement des différends jusqu'à la signature d'un accord pour l'exploitation du barrage.

Selon des médias, les points controversés concernaient l'opération de remplissage et de remplissage du barrage en période de sécheresse, et de sécheresse prolongée et de manque de pluie.

D'autre côté, l'Éthiopie a soumis une proposition de saisie de l'eau au coût de 74 milliards de mètres cubes sur une période de 7 ans en cas de pluie.

Quant à savoir s'il s'agit d'une sécheresse ou d'une sécheresse prolongée ou faible, elle propose de réserver l'eau par étapes afin de ne pas nuire aux deux pays en aval (Soudan et Égypte).

Les mêmes sources ont ajouté que Le Caire a rejeté la proposition éthiopienne, s'en tenant à sa part d'eau dans le Nil, ce qui signifie 55 milliards et 500 millions de mètres cubes dans le cadre de l'accord de 1959 entre l'Égypte et le Soudan.

Le Caire appelle également Addis-Abeba à reconnaître les trois accords précédents pour la distribution des quotas d'eau en 1902, 1929 et 1959.

Ce dernier l'a rejeté car il n'était pas partie à ces accords, et il adhère au remplissage et à l'exploitation du barrage en juillet, tandis que l'Égypte et le Soudan refusent d'ajouter Addis-Abeba à cette étape avant de parvenir à un accord.

Les journaux éthiopiens locaux ont rapporté que le processus de remplissage du réservoir du barrage de la Renaissance avait déjà commencé il y a une semaine. Le Grand barrage de la Renaissance (Gerd), appelé à devenir le plus grand barrage hydroélectrique d'Afrique avec une capacité de production de plus de 6.000 mégawatts, a provoqué de vives tensions avec l'Égypte et le Soudan.

Ces deux pays craignent que le barrage de 145 mètres de haut ne restreigne leur accès à l'eau lorsque le réservoir commencera à être rempli en juillet, selon la date initialement indiquée par l'Éthiopie. Le 20 juin, alors que des négociations qui avaient repris se trouvaient au point mort, Le Caire avait appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à intervenir. L'Égypte considère ce projet comme une mena ce "existentielle" et le Soudan a mis en garde contre des "grands risques" pesant selon lui sur la vie de millions de personnes. L'Éthiopie voit la construction du Gerd comme essentiel à son développement et à son électrification. La construction du méga-barrage a débuté en 2011.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Le Front Polisario appelle l'ONU à assumer ses responsabilités au Sahara occidental occupé

Le Front Polisario a appelé mercredi les Nations unies à assumer leurs responsabilités au Sahara occidental et l'organisation rapide d'un référendum d'autodétermination pour que le peuple sahraoui décide librement de son avenir.

Dans un communiqué sanctionnant les travaux de la réunion de son Secrétariat national, le Front Polisario a demandé à l'ONU et au Conseil de sécurité de "jouer leur rôle efficacement dans ce conflit pour maintenir la paix et la sécurité internationales". Le Front Polisario a réitéré sa position adoptée après le quinzième congrès qui s'est tenu fin 2019 dans la ville libérée de Tifariti. Lors de ce congrès, le Polisario a annoncé qu'il reconsidérerait sa participation au processus politique en cours. "Face à l'échec répété de la communauté internationale pour empêcher le Maroc d'imposer les termes du processus de paix et le rôle de l'ONU au Sahara occidental, le Polisario n'a d'autre choix que de reconsidérer sa participation au processus de paix dans son ensemble", a rappelé l'unique représentant légitime du peuple sahraoui dans le communiqué publié à l'issue de la réunion de son exécutif. Dans le même contexte, le Front



Polisario a condamné "les violations systématiques des droits de l'Homme contre des civils sahraouis sans défense dans les territoires occupés et le sud du Maroc", soulignant "la nécessité de lever le blocus et le siège imposés par l'Etat d'occupation marocain, et l'arrêt immédiat du pillage des ressources naturelles du Sahara occidental". Concernant la situation actuelle au Sahara occidental, le SN a déclaré que le Front Polisario "ne

peut accepter l'impasse actuelle dans le conflit, à la lumière de l'obstruction et de l'intransigeance marocaines, avec le soutien de la France, et en l'absence de respect pour les critères d'une solution stipulés dans le plan de solution UA-ONU, signé par les deux parties au conflit, le Front Polisario et le Maroc, et ratifié par le Conseil de sécurité en 1991". Le Sahara occidental a été inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'ONU et,

par conséquent, à l'ordre du jour de la Quatrième Commission et du Comité spécial de l'AG de l'ONU sur la décolonisation (C-24), depuis 1963 en tant que territoire non autonome auquel s'applique la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance des pays et des peuples coloniaux (résolution 1514 (XV) de l'Assemblée, du 14 décembre 1960), comme expressément établi dans toutes les résolutions de l'Assemblée générale.

MALI Sept morts dans l'attaque de deux villages dans le centre du pays



Sept personnes ont été tuées, mardi, dans l'attaque de deux villages, tué sept cultivateurs dogons qui étaient au champ", a déclaré Ali Dolo,

dans le centre du Mali, a indiqué mercredi une autorité locale citée par les médias.

Des hommes armés sont venus à moto" mardi matin "et ont

maire de la commune de Sangha, dont les deux villages attaqués font partie.

"Les assaillants, non identifiés, sont les mêmes qui ont attaqué les autres villages les mois passés", a-t-il ajouté. Au moins quatre personnes avaient été tuées en juin, et douze autres fin avril dans l'attaque de plusieurs villages de Sangha, commune rurale regroupant des dizaines de villages situés à une trentaine de kilomètres de Bandiagara, l'une des principales villes de la région.

TCHAD Le président procède à un remaniement de son gouvernement

Le chef de l'Etat tchadien Idriss Déby Itno a procédé, à neuf mois de la présidentielle, à un remaniement conséquent de son gouvernement, avec l'entrée de 14 nouveaux ministres et six secrétaires d'Etat, a annoncé mardi la télévision d'Etat.

Le ministère des Affaires étrangères est confié à Amine Abba Sidick, actuel ambassadeur du Tchad en France. Il remplace Mahamat Zene Cherif, qui devient ministre de la Communication porte-parole du gouvernement.

Un nouveau portefeuille

de la Sécurité et de l'Immigration est créé et revient à Mahamat Tahir Orozi, précédemment ministre de l'Aviation civile.

Les autres principaux ministères-clés, eux, n'ont pas changé de mains: la Défense, les Finances et le Budget, l'Economie, la Justice, l'Administration du Territoire.

Son nouveau gouvernement, qui compte 35 membres contre 31 précédemment, a accueilli mardi plusieurs jeunes, des femmes et un peu plus de représentants de petits mouvements.

Le chef de l'Etat, réélu



en 2016 et que l'Assemblée nationale vient de promouvoir du grade de général au rang de maréchal, n'a pas annoncé officiellement s'il briguerait un nouveau mandat. Le scrutin prési-

dentiel se tiendra finalement avant les élections législatives, reportées 5 fois depuis 2015, et que le chef de l'Etat a enfin fixées, il y a deux semaines, au 24 octobre 2021.

PALESTINE - ISRAËL

Le président palestinien se dit prêt à reprendre les pourparlers de paix si Israël met fin à son plan d'annexion

Le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé mardi que la partie palestinienne était prête à reprendre les négociations de paix bloquées, à condition qu'Israël mette fin à son plan d'annexion de certaines parties de la Cisjordanie.

M. Abbas a fait ces remarques lors d'une conversation téléphonique avec le Premier ministre britannique Boris Johnson mardi soir, a rapporté l'agence de presse palestinienne officielle Wafa.

Le président palestinien a indiqué à M. Johnson que la Quartette international ainsi que d'autres pays devaient parrainer les pourparlers de paix avec Israël et que ceux-ci devaient s'appuyer sur des résolutions internationales.

M. Abbas a également informé M. Johnson des dernières évolutions politiques dans la région, principalement le plan d'annexion israélien, selon Wafa.

Il a remercié le Premier ministre britannique pour la position de son pays, qui soutient l'instauration d'une paix fondée sur la légitimité internationale et rejette le plan d'annexion.

Pour sa part, M. Johnson a affirmé à M. Abbas que le Royaume-Uni était en faveur d'une paix fondée sur la so-



lution à deux Etats et rejetait le plan d'annexion israélien des territoires palestiniens, a indiqué l'agence de presse palestinienne.

Selon la même source, le Premier ministre britannique a dit à M. Abbas qu'il était important de relancer le processus de paix entre les deux parties et que son pays

ferait davantage d'efforts pour instaurer la paix.

M. Abbas a annoncé il y a deux mois l'abolition de tous les accords et arrangements conclus avec Israël et les Etats-Unis, y compris ceux en matière de sécurité, en réponse au plan d'annexion israélien.

Les pourparlers de paix

entre Israéliens et Palestiniens sont au point mort depuis 2014, après que les Etats-Unis les eurent parrainés pendant neuf mois sans réaliser le moindre progrès en raison des profondes divergences israélo-palestiniennes sur des questions majeures liées à la sécurité et aux frontières.

Onze Palestiniens arrêtés par l'armée d'occupation en Cisjordanie et à El Qods

Onze Palestiniens ont été arrêtés par les forces d'occupation israéliennes dans la nuit de mardi à mercredi dans différentes régions de Cisjordanie et à El Qods occupées, a rapporté le Club du prisonnier Palestinien.

Dans son communiqué, le Club a précisé que sept Palestiniens ont été arrêtés à Ramallah y compris le frère

d'un prisonnier dans les prisons de l'occupation. Deux autres Palestiniens ont été arrêtés à Jénine dans le nord de la Cisjordanie occupée, un autre à Tul-karem et un autre à Silwan à El Qods occupée. Il convient de mentionner que l'armée d'occupation israélienne a détenu 2.330 Palestiniens au cours des six premiers mois de cette année, dont

1.363 détenus depuis l'épidémie de coronavirus début mars, selon des groupes de défense des prisonniers.

Ils ont indiqué que 304 mineurs et 70 femmes figuraient parmi les détenus depuis janvier et qu'Israël a émis "565 ordonnances de détention administrative pour les nouveaux détenus et les détenus actuels".

CRISE AU LIBAN

Les négociations avec le Qatar, le Koweït et l'Irak sont "positives"

Le Premier ministre libanais Hassan Diab a déclaré mardi que les négociations avec le Qatar, le Koweït et l'Irak pour soutenir le Liban ont récemment connu des développements positifs, a

rapporté l'Agence nationale de l'information.

"Nous faisons de notre mieux pour alléger le fardeau de la crise sur les citoyens", a affirmé M. Diab à l'ouverture du conseil des ministres

au palais présidentiel de Baabda.

Le Premier ministre a accusé certains partis politiques libanais de tenter de persuader les pays du Golfe de ne pas apporter leur aide au

gouvernement actuel du pays. M. Diab a précédemment dénoncé certains partis qui font obstacle aux réus-sites du gouvernement actuel et qui qualifient celui-ci de "dominé par le Hezbollah".

ARMÉNIE/AZERBAÏDJAN

12 morts dans des combats aux frontières

De nouveaux combats ont opposé mardi l'Arménie et l'Azerbaïdjan, provoquant la mort d'au moins 12 personnes, malgré les appels internationaux à la retenue.

Ces affrontements, dans le district frontalier de Tovouz, mettent face-à-face deux anciennes républiques soviétiques, l'Arménie et l'Azerbaïdjan et constituent les heurts les plus graves depuis plusieurs années.

L'Azerbaïdjan a annoncé mardi la mort de sept de ses militaires, parmi lesquels un général et un colonel, ainsi que d'un civil.

L'Arménie a fait état le même jour de ses premières pertes avec la mort de quatre membres de ses forces ar-

mées, sous des tirs ennemis. Au total, 16 personnes ont été tuées des deux côtés de la frontière depuis dimanche.

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se disputent depuis le début des années 1990 le contrôle du Haut-Karabakh, une région à majorité arménienne située au sein des frontières officielles de l'Azerbaïdjan.

Les affrontements aux abords de cette région sont assez fréquents, mais les combats à la frontière azerbaïdjano-arménienne, comme ceux en cours actuellement, sont beaucoup plus rares.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont mutuellement accusés dimanche d'avoir déclenché une "attaque militaire" à leur frontière. Ces combats ont conduit ces

derniers jours Moscou, Washington et l'Union européenne à appeler à un cessez-le-feu.

Le Kremlin, l'un des médiateurs dans le conflit du Nagorny-Karabakh, s'est déclaré mardi "profondément préoccupé" et a exhorté l'Azerbaïdjan et l'Arménie à "la retenue".

Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a proposé une "médiation" russe pour tenter de mettre fin aux hostilités.

Pour sa part, la Turquie a apporté son soutien à l'Azerbaïdjan.

"Nous condamnons fermement les attaques arméniennes", a déclaré mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan, assurant qu'il s'agit d'un acte "délibéré visant directement l'Azerbaïdjan".

IRAN - AUTRICHE

Nucléaire : l'Iran doit profiter des avantages économiques de l'accord de Vienne

Le ministère autrichien des Affaires étrangères a déclaré mercredi que l'accord sur le nucléaire iranien pourrait empêcher une course aux armements dans le monde.

A l'occasion du 5e anniversaire de la conclusion du Plan d'action global conjoint (JCPOA) entre l'Iran et les grandes puissances mondiales, le ministère autrichien des Affaires étrangères a publié une déclaration mardi via laquelle il a noté que "toutes les parties impliquées dans les discussions doivent s'entendre et trouver un moyen de mettre pleinement en œuvre cet accord historique, sur la base duquel, l'Iran devrait profiter des avantages économiques de l'accord".

"En tant qu'hôte de pourparlers nucléaires avec l'Iran, l'Autriche a une grande responsabilité dans la sauvegarde de cet accord nucléaire historique", a-t-il ajouté.

Le ministère autrichien des Affaires étrangères a ajouté qu'"il convient de garder à l'esprit que cet accord international pourrait empêcher une course aux armements qui pourrait compromettre la sécurité et la stabilité non seulement en Asie occidentale mais aussi dans le monde entier".

Tout en soutenant les efforts déployés par le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour les Affaires étrangères et la politique de la sécurité, Josep Borrell, pour faire avancer les pourparlers sur le nucléaire, Schallenberg s'est rendu à Washington et à Téhéran au début de cette année pour discuter des problèmes liés à l'accord.

Après douze années de négociations, il y a cinq ans, un accord nucléaire a été signé entre l'Iran et les grandes puissances mondiales (Chine, Russie, Royaume-Uni et Etats-Unis, en tant que membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies) et l'Allemagne dans la capitale autrichienne Vienne le 14 juillet 2015.

Le 20 juillet 2015, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité la résolution 2231 à l'appui du PAGC sur un règlement relatif au programme nucléaire iranien, qui limitait le développement nucléaire de Téhéran à des fins civiles uniquement.

La résolution prévoit notamment une conservation de cinq ans de l'embargo sur les armes contre l'Iran. Le 8 mai 2018, les Etats-Unis se sont retirés du PAGC et ont rétabli les sanctions économiques contre Téhéran, y compris dans le domaine des exportations de pétrole. Depuis la tension ne cesse de monter entre les Etats-Unis et l'Iran.

Les entreprises internationales qui avaient commencé à réinvestir en Iran se voient obligées de plier bagage au risque de se voir elles aussi frappées par les sanctions américaines.

Selon le secrétaire d'Etat américain Michael Pompeo, les Etats-Unis auraient le droit d'imposer unilatéralement des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies liées à l'embargo sur les armes, malgré leur retrait du PAGC. La diplomatie iranienne a révélé récemment qu'"au cours de la présidence de Donald Trump, 129 nouvelles sanctions ont été imposées contre l'Iran". Les sanctions contre l'Iran sont une série d'embargos contre le pays, dont le principal a été mis en place par les Etats-Unis à partir de 1995, les autres consistant en des embargos sur les armes décidés par les Nations unies et l'Union européenne en 2006 et 2007.

Mais lorsque l'accord sur le nucléaire iranien est entré en vigueur en octobre 2015, octobre 2020 a été désigné comme la date pour l'expiration de l'embargo.

SOUTIEN AUX ARTISTES

Une réunion pour examiner les voies d'accompagnement des artistes en période de confinement

La ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a présidé mardi à Alger une réunion qui a regroupé les directeurs de certains établissements sous tutelle pour examiner les voies d'accompagnement des artistes en cette conjonction exceptionnelle de confinement, a indiqué un communiqué du ministère.



Lors de cette réunion à laquelle ont pris part des cadres du ministère, Mme Bendouda a donné des instructions pour "l'élaboration et la mise en œuvre de programmes complémentaires" entre les établissements culturels, appelant ces derniers à mettre en œuvre leurs capacités pour permettre aux artistes d'enregistrer

des œuvres inédites à diffuser sur les plateformes électroniques agréées, en contrepartie de rémunérations. La ministre a insisté sur l'impératif d'accorder la chance aux artistes et créateurs, particulièrement la catégorie la plus touchée par la situation actuelle, appelant à organiser des résidences créatives restreintes, à condition

de respecter les règles sanitaires adoptées pour contenir la propagation du coronavirus. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du suivi périodique sur terrain par le ministère de la Culture et des Arts des préoccupations des artistes et de leurs conditions socioprofessionnelles.

HOMMAGE

Un portrait à l'effigie de Mohamed El Badji dévoilé à Alger

Un portrait sur un support en céramique à l'effigie du grand auteur, compositeur et interprète de la chanson chaâbia, Mohamed El Badji, a été réalisé récemment à Alger, sur la façade du Palais des Rais (Bastion 23), à l'occasion de la célébration du 58e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse.

Sur une surface en faïence de style mauresque, le portrait du regretté Mohamed El Badji fait ses premiers pas dans la musique avec Kaddour Abderrahmane et fréquente le cercle des scouts musulmans où il s'imprègne de musique traditionnelle, de chants patriotiques et de valeurs nationales.

battant pour l'indépendance de l'Algérie.

Une strophe de six vers constituant une partie d'un "qcid" écrit par Mohamed El Badji, dans lequel sa conviction et sa détermination de moudjahid attaché à l'Indépendance de l'Algérie et la liberté des peuples opprimés, figure également dans cette œuvre mémorable.

A la fin des années 1940 Mohamed El Badji fait ses premiers pas dans la musique avec Kaddour Abderrahmane et fréquente le cercle des scouts musulmans où il s'imprègne de musique traditionnelle, de chants patriotiques et de valeurs nationales.

Il est arrêté en 1957, lors de la grève des huit jours, et condamné à mort et c'est dans sa cellule qu'il compose le célèbre "Yal Maqaine Ez-zine".

Au recouvrement de l'indépendance, il devient musicien de l'ensemble musical de la radio nationale et continue à écrire et composer des œuvres comme le célèbre "Bahr Ettofane".

En célébration du 58e anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda a instruit les directions de la Culture de toutes les wilayas d'Algérie pour la réalisation de portraits de personnalités locales dans le domaine de la culture, des arts, de la littérature et de l'Histoire.

Dans ce cadre des œuvres commémoratives ont été réalisées à la mémoire du grand romancier Mohamed Dib à Tlemcen, du romancier et conteur Aboulaïd Douadou à Jijel ou encore en hommage au poète Mohamed Benezouali dans la ville de Msila.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

WLAYA D'ALGER

DAIRA ADMINISTRATIVE DE CHERAGA

COMMUNE DE CHERAGA

NIF 41000200001608500152

AVIS DE PROROGATION DE DELAI

DE L'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N°10/2020

N° ... 2020

Le président de l'assemblée populaire communale de cheraga informe l'ensemble des soumissionnaires que le 2^{ème} avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales n° 10/2020 paru dans le journal « DK news » en date du 07/07/2020 ; relatif à l'opération

REALISATION D'UN COMPLEXE SPORTIF A CHERAGA ; lot VRD

Est prorogé de 10 jours à partir du 16/07/2020 .

ETATS-UNIS

Le festival du film de Telluride annulé à cause de l'aggravation de la pandémie

Le festival du film de Telluride, organisé dans le sud-ouest des Etats-Unis, a été annulé mardi en raison de l'aggravation de la pandémie de Covid-19 dans cette zone.

Les organisateurs de l'événement, qui attire chaque année dans une petite ville du Colorado le gratin d'Hollywood pour une série de premières et de galas, espérait jusqu'à présent maintenir son édition du 3 au 7 septembre grâce à des mesures sanitaires strictes, mais ils ont finalement renoncé.

Avec "un nombre de nouveaux cas de Covid-19 apparemment sans fin et le chaos national qu'il suscite, la meilleure des stratégies est menacée", ont-ils déclaré à la presse. "Peu importe combien d'entre nous portons nos masques et observons les règles de distanciation physique, la pandémie s'est aggravée et votre santé et votre sécurité - vous nos abonnés, cinéastes, les gens de Telluride et des environs - ne peut pas être compromise", estiment-ils.

Telluride a généralement



lieu au milieu des festivals cinématographiques d'automne, avec Toronto, New York et Venise, où les studios espérant décrocher un Oscar présentent leurs œuvres les plus attendues.

Parmi les films présentés en exclusivité l'an dernier dans le Colorado figuraient notamment "Judy" et "Le Mans 66", qui ont tous deux été primés aux Oscars.

Les autres grands festivals d'automne ont à ce stade toujours prévu de se tenir, mais en réduisant leur envergure et en développant un certain nombre d'événements virtuels.

Les cas de nouveau coronavirus explosent dans des dizaines d'Etats américains, particulièrement dans le sud et l'ouest du pays. Le Colorado a enregistré plus de 37.000 cas confirmés et plus de 1.700 morts du Covid-19.

APS

HAINES EN LIGNE YouTube ferme une chaîne d'un extrémiste autrichien

La chaîne YouTube du chef du groupuscule identitaire autrichien a été fermée par le géant des vidéos en ligne, a indiqué mardi Google Autriche, une semaine après la suppression du compte Twitter de ce militant d'extrême droite.

Martin Sellner est le chef de cette organisation décrite par les services de renseignement autrichiens comme "des agents de l'extrême droite moderne".

Twitter avait débranché son compte la semaine dernière pour infraction aux règles sur les contenus haineux. Les comptes Facebook et Instagram de cet activiste de 31 ans avaient été suspendus en 2018.

"Google / YouTube confirme que les chaînes de Martin Sellner ont été supprimées conformément à nos politiques en matière de discours de haine", a déclaré Google dans un communiqué.

Les militants d'extrême droite du mouvement identitaire promeuvent sur les réseaux sociaux, et à travers des actions coup de poing, des thèses racistes affirmant la suprématie des populations "blanches" sur les autres groupes humains.



L'année dernière, Martin Sellner avait reconnu avoir reçu un don de 1.500 euros de la part de Brenton Tarrant, l'Australien qui a massacré 50 fidèles dans deux mosquées de Christchurch en Nouvelle-Zélande le 15 mars 2019, affirmant toutefois ne pas le connaître personnellement. Plusieurs

membres de l'organisation avaient été poursuivis en 2018 pour "constitution d'une organisation criminelle" et "diffusion d'une idéologie raciste", mais avaient été relaxés par la justice autrichienne.

Tous les réseaux sociaux, en particulier Facebook, affrontent une pression iné-

ditée pour sévir contre les publications racistes ou haineuses sur leurs plateformes. Un vaste boycott publicitaire visant Facebook a conduit des centaines de marques internationales à suspendre leurs achats de publicités sur le réseau social au 1,73 milliard d'utilisateurs quotidiens.

EMIRATS

Nouveau report du lancement de la première sonde sur Mars

Les Emirats arabes unis ont annoncé mercredi un nouveau report du lancement vers Mars de la sonde "Espoir" en raison d'une météo instable au Japon.

Initialement prévu mardi, le décollage de la première mission spatiale arabe vers Mars avait une première fois été reprogrammé pour jeudi à 20H43 GMT (05H43 vendredi au Japon) en raison de mauvaises conditions météorologiques.

"Après de longues réunions, l'Agence spatiale des Emirats arabes unis et le Centre spatial Mohamed ben Rached, annoncent, après des concertations avec Mitsubishi Heavy Industries, un nouveau report du lancement de la sonde "Espoir", a indiqué mercredi le gouvernement des Emirats sur Twitter.

Il a expliqué ce nouveau report par des conditions météorologiques "instables" sur le site japonais de Tanegashima d'où doit être lancée la sonde.

"Une nouvelle date de lancement en juillet sera annoncée sous 24 heures", ont ajouté les autorités. Le programme émirati est l'un de trois



projets en cours vers la planète rouge, aux côtés du Tianwen-1 de la Chine et Mars 2020 des Etats-Unis, qui profitent de la période où la Terre et Mars sont les plus proches: à peine 55 millions de kilomètres l'une de l'autre, contre environ 76 millions de km en moyenne. "Espoir" - "Al-Amal" en arabe ou "Hope" en anglais - devrait atteindre

l'orbite de Mars d'ici février 2021, marquant le 50e anniversaire de l'unification des Emirats arabes unis.

Une fois sur place, la sonde fera le tour de la planète pendant toute une année martienne, soit 687 jours.

Elle devrait se détacher de la fusée de lancement environ une heure après le décollage.

CHINE

La sonde Chang'e-4 reprend le travail sur la face cachée de la Lune

L'atterrisseur et le rover de la sonde chinoise Chang'e-4 ont repris le travail pour leur 20e jour lunaire sur la face cachée de la Lune, rapportent des médias locaux.

L'atterrisseur s'est réveillé mercredi à 5h48 (heure de Pékin), et le rover s'est réveillé mardi à 12h53.

Tous deux sont en état de marche normal, selon le Centre de l'exploration lunaire et du programme spatial de l'Administration nationale de l'espace de Chine.

La sonde chinoise Chang'e-4, lancée le 8 décembre 2018, a réalisé le premier atterrissage en douceur dans le cratère

Von Karman du bassin Pôle Sud-Aitken sur la face cachée de la Lune le 3 janvier 2019. Une journée lunaire équivaut à 14 jours sur la Terre, et une nuit lunaire à la même durée.

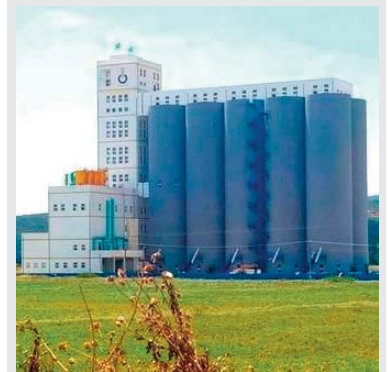
La sonde Chang'e-4, passant en mode veille pendant la nuit lunaire en raison du manque d'énergie solaire, a survécu à environ 559 jours terrestres sur la Lune. Le rover Yutu-2, ou Lapin de jade-2, a fonctionné beaucoup plus longtemps que les trois mois de durée de vie pour laquelle il avait été conçu. Il est ainsi devenu le rover lunaire ayant la plus longue activité sur la Lune.

APS



ALGÉRIE

Un système numérique pour la traçabilité des mouvements de stocks de l'OAIC



L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) s'attèle actuellement à la mise en place d'un nouveau système numérique pour le suivi de la traçabilité en entrepôts des céréales, qui permet de fournir des informations exactes et en temps réel de toutes les opérations de transfert et de stockage, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Développé par des informaticiens de l'OAIC, ce système est entré en phase expérimentale, fin 2018, au niveau de cinq coopératives agricoles avant sa généralisation, début 2019, à l'ensemble des coopératives en remplacement de l'ancien mode de gestion basé sur les correspondances écrites, les courriels et les communications téléphoniques, précise le communiqué.

Depuis le début de l'année en cours, le mode gestion classique a été définitivement abandonné au profit du nouveau système numérique, ajoute la même source.

Au plan pratique, le nouveau système permet la traçabilité des mouvements de stocks, notamment les transferts de quantités de blé d'une coopérative à une autre, en fournissant par exemple des informations précises sur les heures de leurs sorties et arrivées mais également sur les transporteurs ou encore d'intervenir immédiatement en cas de perturbation lors du transfert.

Il sera possible, grâce à cet outil, de connaître les volumes en stock et leur répartition au niveau des coopératives sous tutelle, une opération qui nécessitait auparavant beaucoup de temps et d'effort.

A cette occasion, les ingénieurs de l'OAIC ont affirmé que le nouveau système sera développé davantage afin d'être encore plus performant en termes d'exactitude et de transparence, et que c'est là l'objectif de l'Office qui a érigé la numérisation de la gestion en priorité.

Programme de la soirée

TF1 21:05

L'élève Ducobu



L'élève Ducobu n'aime pas l'école. Pour la énième fois, il s'est fait renvoyer et doit s'inscrire dans un nouvel établissement. Le premier jour, il y fait la connaissance de ses camarades, dont la jeune Léonie Gratin, première de la classe. Il rencontre aussi son professeur, le strict et colérique monsieur Latouche. Spécialiste de la triche, Ducobu parvient pour une fois à se faire passer pour un bon élève.

france 2 21:05

Taratata 100% live



Voici l'occasion de revivre un « Taratata » exceptionnel enregistré au Zénith-Paris en 2019 au profit du Téléthon, événement caritatif qui finance des projets de recherche sur les maladies génétiques rares. Un show de plus de deux heures en compagnie de cinq monstres sacrés de la scène française : Zazie, Patrick Bruel, Garou, Marc Lavoine et Pascal Obispo. Au programme : des reprises et des duos avec également Kimberose, Nolwenn Rose, Louis Bertinac, K.Marco et l'acteur Kad Merad. Vendues au profit de l'AFM-Téléthon, les places ont permis de récolter plus de 100 000 euros.

france 3 21:05

Né sous silence



Me Sophie Humbert, ténor du barreau de Paris, dirige un prestigieux cabinet d'avocats qui travaille, entre autres, pour la préfecture de police. Elle décide d'assurer bénévolement la défense de Gabriel Etchegaray, un jeune délinquant accusé du meurtre d'un policier. Un choix qui surprend son entourage d'autant plus que cette affaire était destinée à sa belle-fille, Inès, jeune auxiliaire de justice. Mais Sophie cache un lourd secret qui la lie à Gabriel. Elle tente désespérément de le sauver quitte à tout mettre en péril...

CANAL+ 20:05

Homeland



Carrie Mathison est arrêtée est rapatriée en Virginie au quartier général de la CIA. Après avoir payé sa caution, Saul lui envoie l'avocat Kevin Dance chargé d'organiser sa défense. Elle est accusée de complicité de meurtre contre le président Ralph Warner. Carrie met tout en oeuvre pour retrouver l'enregistrement de vol, la preuve de son innocence. Pendant ce temps, Jalal Haqqani revendique le nouvel attentat perpétré contre les agents américains présents au Pakistan.

6 21:05

This Is Us



Kevin révèle à sa famille les découvertes qu'il a faites au Vietnam au sujet de Jack et de Nicky. Tout le monde est bouleversé par la découverte des secrets dissimulés pendant tant d'années. Les triplés partent à la recherche de leur oncle qui pourrait être encore en vie. Pendant leur voyage, ils s'interrogent sur les raisons des mensonges de leur père. Beth s'angoisse à la perspective de ses prochains rendez-vous d'embauche. Pendant la guerre du Vietnam, un accident dramatique s'était produit, bouleversant pour toujours la vie des frères Pearson.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2509

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

4					6					9					7					
1	3			6				5	2	8	6				4				2	9
		6	8		2	1					5	9		7	3					
		3	9		5					6		8		4						
		2	3	4	1					7	2	5		3						
		1	7		3					1	3		6							
		7	9	8	2			8	9		3	8		4	2					
8	5			2		7	3			2	8		1			4	5			
1						8				1						9				

					2					4						8				
9	6			1		5	7			9	6			7		2	4			
	8	7		6	3			7	6		5	3		1	9					
	2	7		6						9		8		4						
	4		1	9		3				3	1		5		7					
		9		6		4				2		3		5						
		3	6		1	9				3	4		7	6						
5	9			4		6	3			2	1		9		5	3				
	8					4				9						4				



"Les hommes construisent trop de murs et pas assez de ponts."

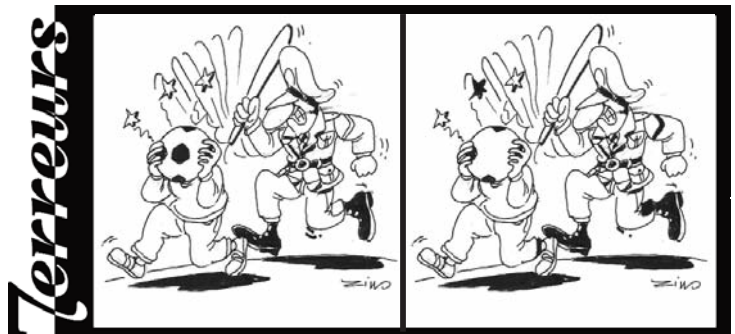
Isaac Newton

Mots croisés N°2509

Horizontalement :
Verticalement :

- 1 - Galerie de peinture
 - 2 - Forme artistique - Elu du calendrier
 - 3 - Rurales
 - 4 - Bel et bien parti - Attirait
 - 5 - Ne reconnaît rien - Faire un procès - Repas du matin
 - 6 - Déploie - Ville de dépeche
 - 7 - Il hâlait Cléopâtre - Inutile
 - 8 - Loge - Fait du tort
 - 9 - Bouts de promenade en mer - Chef d'orchestre
 - 10 - Araignée sédentaire - Indication de lieu
- A - Tournerait pour rien
B - Obligatoire
C - Exposée - Désert caillouteux
D - Lieu de grillades - Vieille dispute
E - Bien tranquille - Acte législatif
F - Sautes - Distança
G - Baquet puant - Il va lentement au Brésil
H - Poudre colorante - Faire vieillir
I - Individus - Pointe de rose
J - Sigle de grosse boîte - Enonce des bobards
K - Plis d'antan - Homère y serait mort - Gibier de vieux gaulois
L - Professions - Cinquième du zodiaque

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												



CYCLISME

Formation des arbitres arabes de cyclisme sur piste: 25 arbitres de 12 pays en formation

Vingt-cinq arbitres (dames et messieurs) de 12 pays arabes dont l'Algérie, ont pris part à la session de formation à distance organisée par l'Union arabe de cyclisme au profit des arbitres arabes sur piste.

Outre l'Algérie, ont pris part à cette session, le Bahreïn, l'Arabie saoudite, la Mauritanie, les Emirats arabes Unis, le Maroc, Oman, la Tunisie, le Qatar, la Libye, le Yémen et l'Irak.

Première du genre, cette session a accordé une attention particulière à la réglementation en vigueur dans le domaine de l'arbitrage sur piste, a indiqué un communiqué de l'Union arabe de cyclisme.

La même source a ajouté que les responsables de l'Union arabe de la discipline veillent à poursuivre les activités sportives en dépit de la conjoncture actuelle marquée par la pandémie de coronavirus.

L'instance arabe vise, à travers l'organisation de cette session de formation, à habilitier un certain nombre d'arbitres de piste, afin d'obtenir le certificat d'arbitre d'élite puis international.

CYCLISME

Alaphilippe débutera par les Strade Bianche avant Milan-SanRemo

Le cycliste français, Julian Alaphilippe, 5e du Tour de France 2019 et maillot jaune pendant 14 jours, débutera son mois d'août par les Strade Bianche, avant d'enchaîner Milan-SanRemo, le Dauphiné, le Championnat de France et enfin le Tour, a-t-il annoncé mardi.

"Je brûle d'envie (de) reprendre la saison afin de voir comment je me sens et ce que je peux réaliser", a tweeté le Français de 28 ans.

Il commencera par la double défense de ses titres sur les Strade Bianche (1er août) puis à Milan-SanRemo (8 août), deux courses qu'il a remportées l'an passé.

Puis le Criterium du Dauphiné (12-16 août) et le Championnat de France (23 août) lui serviront de tremplin vers le Tour (29 août-20 septembre).

"Le Dauphiné est la meilleure préparation pour le Tour de France.

Ce sera une édition spéciale, avec de nombreuses étapes difficiles, mais ça ne m'effraie pas et j'adorerais remporter à nouveau une étape, comme l'an passé", a commenté Alaphilippe, cité dans un communiqué de son équipe Deceuninck-Quick Step.

Il se trouve actuellement en stage dans les Dolomites italiennes, à Val di Fassa, avec son équipe.

En raison de la pandémie de Covid-19, la saison cycliste a été complètement chamboulée et reprendra début août.

APS

BASKETBALL

Mohamed Harat s'engage pour une saison avec Al Manama

Le basketteur algérien Mohamed Harat (Al Arabi, Qatar), s'est engagé pour une saison (2020-2021) avec Al Manama (Bahreïn), a annoncé l'international algérien sur sa page Facebook.

Après deux saisons dans le Championnat du Qatar, où il a évolué successivement avec Al-Shamal (2018-2019) et Al Arabi (2019-2020), avec un titre de MVP décroché lors du dernier exercice, Harat tente une nouvelle aventure dans le Championnat de Bahreïn avec l'objectif de réussir une belle saison avec sa nouvelle formation.

Avant de rejoindre le Golfe, Harat (30 ans), s'était distingué avec le GS Pétroliers en Champions league africaine en s'adjugeant le titre de meilleur marqueur de l'édition 2017 avec 24 points de moyenne et avait été choisi dans le meilleur Cinq du tournoi disputé en Tunisie.

Harat s'était également illustré en 2015 lors du Cham-



pionnat arabe des clubs champions à Dubaï (Emirats arabes unis), en décrochant le titre

de MVP du tournoi (20 points, 10 rebonds, 2 passes), mais le GSP s'était incliné en finale

face à la formation tunisienne de l'ES Sahel (62-74).

Annulation des épreuves du Championnat du monde universitaires de la FISU

La Fédération internationale de sports universitaires (FISU) a annoncé, mercredi sur son site officiel, l'annulation, de ses épreuves du Championnat du monde universitaire, prévues toutes avant la fin de l'année en cours, en raison de la situation mondiale actuelle concernant la pandémie de Covid-19.

Il s'agit des mondiaux d'Haltérophilie (20-24 octobre) à Gangjin (KOR), de Lutte

(27 oct/1er nov) à Nizhny Novgorod (RUS), de Karaté (5-8 novembre) à Brasilia (BRA) et de Badminton (16-22 novembre) à Bangkok (THA).

Cette décision est l'émanation de discussions entre la FISU et les comités d'organisation respectifs des Championnats du monde universitaires 2020, le Comité directeur de la FISU, a expliqué l'instance internationale.

Compte tenu du calendrier sportif international serré en 2021, le Comité Directeur de la FISU a décidé qu'aucun Championnat du Monde Universitaire 2020 ne sera reporté à l'année prochaine.

Les éditions des Jeux mondiaux universitaires de la FISU, les éditions d'hiver et d'été, ainsi que de nombreux autres événements de la FISU devraient avoir lieu en 2021.

TENNIS DE TABLE

Report à 2021 des Championnats d'Afrique ITTF-Afrique

Les championnats seniors ITTF-Afrique de tennis de table, initialement prévus cette année et qualificatifs aux mondiaux, ont été officiellement reportés à 2021 en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé la fédération africaine (ATTF).

"En raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19) qui a stoppé toutes les activités sportives dans le monde, le

report de nos prochaines compétitions dont le championnat continental du Cameroun (octobre-2020), est devenu impérativement obligatoire", a indiqué l'instance africaine sur son site officiel.

Conscient de l'expansion de la pandémie dans le monde entier et, par conséquent, en Afrique, et la difficulté de l'application et le respect des mesures sanitaires, l'ATTF a aussi

décidé de reporter les Championnats ITTF-Afrique Jeunesse (Juniors et Cadets-2020), initialement prévus en avril à Madagascar.

De nouvelles dates exactes pour les deux événements seront annoncées peu de temps après avoir vérifié le calendrier 2021 de l'ITTF pour éviter tout chevauchement avec d'autres événements internationaux.

Il est à rappeler que le Ni-

geria et l'Egypte sont les Champions d'Afrique en titre dans les épreuves par équipes, tandis que les pongistes Aruna Quadri (Nigeria) et Dina Meshref (Egypte) le sont en simple, lors de la précédente édition tenue à Maurice en 2018.

Les championnats d'Afrique seniors de tennis de table se tiennent une fois tous les deux ans et sont qualificatifs aux Mondiaux de l'année.

RUGBY

La tournée 2021 des "Lions" britanniques et irlandais en Afrique du Sud maintenue

La tournée des "Lions" britanniques et irlandais de rugby en Afrique du Sud en 2021, est maintenue et se déroulera comme prévu en juillet et août, a annoncé mercredi la Fédération sud-africaine de rugby.

Un temps incertaine en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), la tournée des "Lions" se déroulera donc sur huit matchs entre le 3 juillet et le 7 août.

L'équipe, qui réunit les meilleurs joueurs d'Ecosse, du Pays de Galles, d'Angleterre et d'Irlande, est dirigée depuis 2013 par le Néo-Zélandais Warren Gatland, actuel coach de la franchise des Chiefs après douze ans à la tête du XV du Poireau.

Les "Lions" défieront les champions du monde sud-africains à trois reprises, les 24 et 31 juillet puis le 7 août.

Le premier des trois tests se déroulera dans le stade de Soweto dans la banlieue

de Johannesburg, qui avait accueilli la finale de la Coupe du monde de football en 2010.

Si le match se déroule à guichets fermés, avec sa capacité de 88.000 places environ, il permettrait de battre l'actuel record pour une rencontre des "Lions" qui est de 84.188 spectateurs lors du troisième match contre l'Australie à Sydney en 2001.

Organisée tous les quatre ans, la tournée des "Lions" britanniques et irlandais reste un événement médiatique et sportif majeur dans le rugby à XV anglo-saxon. Les "Lions" britanniques et irlandais



ont déjà effectué treize tournées en Afrique du Sud.

La dernière, en 2009, s'était soldée par deux succès des locaux (26-21 et 28-25) contre une défaite (28-09).

ALGÉRIE

La FAF décide de convoquer une AGEx pour trancher l'avenir de ses compétitions

Le Bureau exécutif de la Fédération algérienne de football a décidé mercredi de convoquer une Assemblée générale extraordinaire (AGEx) pour se "prononcer" sur l'avenir des compétitions, suspendues depuis mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19), a appris l'APS auprès de l'instance fédérale.

Réunis au niveau du siège de la FAF à Dely-Ibrahim (Alger) sous la présidence de Kheïreddine Zetchi, les membres du Bureau fédéral ont discuté de deux propositions qui seront soumises plus tard à l'assemblée générale dans le cas où cette dernière viendrait à valider l'arrêt définitif de la compétition. La première consiste à décréter une saison blanche sans déclarer de champion, ni de promu ou de relégués, alors que la seconde est de recourir au classement arrêté à la 22e journée, quand la compétition a été suspendue, pour décerner le titre au leader et désigner les représentants aux compétitions internationales, en plus des promu et des relégués, précise la même source. Le ministère de



la Jeunesse et des Sports (MJS) avait décidé de suspendre, depuis le 16 mars, l'en semble des activités et compétitions sportives en raison de la pandémie de Covid-19. Jeudi dernier, il a annoncé ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions.

PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Le mercato d'été fixé du 27 juillet au 5 octobre

La Premier League anglaise de football a officialisé mercredi les dates de son mercato estival, les fixant du 27 juillet au 5 octobre, rapportent les médias locaux. Comme ses voisins européens, la Premier League a décidé de suivre les recommandations de l'Union européenne de football (UEFA),

calant les dates de son mercato sur celles préconisées par l'instance.

Le marché des transferts anglais sera ouvert cet été pendant dix semaines, entre le 27 juillet et le 5 octobre. Les clubs de l'élite pourront encore ensuite recruter, vendre ou prêter des joueurs jusqu'au 16

octobre à des équipes de divisions inférieures, mais pas entre eux. Pour rappel, Liverpool s'est adjugé le titre du championnat 2019-2020, 30 ans après sa dernière consécration, loin devant son dauphin Manchester City, où évolue l'ailier international algérien Riyad Mahrez.

La FIFA rend hommage à l'ancien arbitre Mohamed Kouradji

La Fédération internationale de football (FIFA) a rendu un vibrant hommage à l'ancien arbitre international algérien, Mohamed Kouradji, décédé jeudi dernier à Constantine à l'âge de 68 ans du coronavirus.

Dans une lettre adressée au président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, le patron de la FIFA, Gianni Infantino a présenté ses sincères condoléances ainsi que celles de la communauté internationale de football à la famille du défunt arbitre Mohamed Kouradji, à ses proches et amis, sans oublier la FAF.

Le président de la FIFA a loué les qualités de cet arbitre "qui nous a quittés il y a quelques

jours seulement, victime du coronavirus, laissant un important héritage et une renommée qui a dépassé nos frontières".

"Sportif accompli, arbitre de football durant plus de deux décennies, nom important de l'arbitrage algérien et africain, son héritage et ses réalisations sur et en dehors du terrain ne seront pas oubliés", a souligné Infantino dans son message. Kouradji a notamment officié en phase finale de la Coupe d'Afrique des nations, organisée en Afrique du Sud en 1996. Il avait également dirigé des matchs de qualifications des Coupes du monde 1994 et 1998, ainsi que plusieurs rencontres dans les différentes compétitions africaines de clubs et de sélections. En Algérie, Kouradji a arbitré plusieurs matchs importants dont la finale de Coupe d'Algérie 1995-1996 qui vit le MC Oran s'imposer face à l'USM Blida sur le score d'un but à zéro. Très apprécié du



monde du football à Constantine notamment, le défunt a arbitré son dernier match officiel en 1998, mettant ainsi fin à une riche carrière entamée 24 ans plus tôt.

A la tête d'une école au Canada, Lounici prévoit des stages de formation en Algérie

L'ex-international algérien Khaled Lounici, à la tête d'une école de football à Montréal (Canada), où il s'est installé dernièrement, a indiqué que la formation qu'il propose à ses élèves inclut des stages en Algérie.

"On dit que le football est universel, mais force est de reconnaître que la manière de le pratiquer varie d'un continent à un autre, et même d'un pays à un autre. A l'instar des autres pays, l'Algérie a son propre football, et je pense que mes élèves gagneraient à le connaître.

C'est pourquoi, la formation que je propose inclut des stages en Algérie", a affirmé l'ancien meneur de jeu de l'USM El Harrach dans un message vidéo diffusé sur la page d'accueil du site de l'Ecole de football Lounici (EFL). Outre l'Algérie, Lounici compte faire visiter à ses élèves d'autres pays du Maghreb, comme la Tunisie, mais aussi

des pays d'Amérique latine où le football est considéré comme une "religion", notamment l'Argentine.

"Mon école est ouverte aux garçons comme aux filles, à partir de l'âge de 10 ans, et nous acceptons des candidats jusqu'à l'âge de 20 ans, car outre les poussins, les minimes et les benjamins, nous disposons également des catégories U18, U19 et U20", a ajouté l'ancien N10 des "Jaune et Noir", passé également par la JS Bordj Menaiel, l'USM Alger et le MC Alger. "Le but de notre école est de permettre aux enfants de pratiquer une activité physique, pour être en bonne santé. Après, si nous constatons qu'un candidat est vraiment doué, nous pouvons discuter avec ses parents, pour leur annoncer que leur fils ou leur fille peut aspirer à une carrière dans ce sport. S'ils sont d'accord, nous sommes capa-



bles de fournir une formation appropriée à ces candidats, pour augmenter leurs chances d'intégrer un club, au sein duquel ils pourront s'épanouir davantage", a expliqué le technicien de 52 ans.

MC ALGER

«Offrir le titre à l'actuel leader serait une vraie injustice»

Le président du Conseil d'administration (CA) de la SSPA/MC Alger, Abdenacer Almas, a estimé mardi qu'une éventuelle décision d'offrir le titre à l'actuel leader de la Ligue 1 algérienne de football, le CR Belouizdad, serait une "vraie injustice", alors que le championnat est suspendu depuis le 16 mars en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

Cette sortie intervient à la veille de la réunion du Bureau exécutif de la Fédération algérienne de football (FAF), mercredi (10h00), "pour prendre des décisions importantes quant à la reprise de l'activité footballistique".

"Offrir le titre à l'actuel leader serait une vraie injustice.

Nous allons défendre crânement nos droits.

Nous vivons actuellement une situation difficile, la vie des gens est plus importante qu'une consécration", a affirmé le président du CA, dans un entretien accordé au site officiel du club algérien.

Avant la suspension du championnat de Ligue 1, le CR Belouizdad occupait la tête du classement avec 40 points, devançant de trois longueurs ses deux poursuivants directs, l'ES Sétif et le MC Alger.

Le C habab et le "Doyen" comptent un match en moins.

"Ce serait inconcevable d'offrir le titre à un club aux dépens d'un autre, alors qu'il reste huit journées à disputer, et le Mouloudia compte un match en moins", a-t-il ajouté.

Le président de la FAF, Kheïreddine Zetchi, avait écarté, dans une déclaration accordée à la radio nationale le 23 juin dernier, l'idée de désigner un champion d'Algérie dans le cas où la compétition serait définitivement arrêtée à la 22e journée.

"Dans le cas où l'option d'arrêter le championnat sera prise, je ne considère pas qu'on doit déclarer un champion, parce que le championnat ne s'est pas terminé.

Un champion est celui qui va au terme de la compétition, c'est à dire jusqu'à la 30e journée.

Par contre, on va devoir désigner des représentants pour les compétitions africaines, et c'est à ce moment-là qu'il faudra tenir compte du classement avant l'arrêt de la compétition", avait-il notamment déclaré.

Le Bureau fédéral de la FAF a maintenu à deux reprises sa décision prise le 30 avril pour la poursuite de la saison 2019-2020, tout en précisant que seuls les pouvoirs publics sont habilités à décider d'un éventuel retour aux activités sportives et footballistiques.

Mais jeudi dernier, le ministère de la Jeunesse et des Sports a annoncé ne pas autoriser "pour le moment" la reprise des compétitions.

ITALIE L'Atalanta écrase Brescia 6-2

L'Atalanta Bergame, futur adversaire du Paris SG en quart de finale de la Ligue des champions le 12 août, s'est montrée plus joueuse que jamais en remportant 6-2 son derby contre Brescia, mardi en ouverture de la 33e journée de Serie A.

Face à l'avant-dernier du championnat, l'Atalanta de Mario Pasalic, auteur d'un triplé, s'est à nouveau amusée avec une 21e victoire cette saison et a conforté sa deuxième place quand son adversaire s'est un peu plus rapproché de la Serie B.

La journée avait pourtant mal commencé pour la "Dea" avec le forfait de Luis Muriel, 17 buts en championnat, blessé à la tête lors d'un accident domestique. Mais face à l'enchaînement des matches, Gian Piero Gasperini avait de toute façon choisi de faire tourner son effectif.

Pas moins de sept changements par rapport au match nul obtenu chez la Juventus (2-2) samedi, avec notamment la titularisation en attaque de Ruslan Malinovskyi et Mario Pasalic et en défense de l'ancien Niçois Adrien Tameze. Trois joueurs impliqués dans l'ouverture du score d'entrée de match signée Palasie (1-0, 2e). Toujours séduisant offensivement, l'Atalanta a en revanche très mal débuté sa rencontre et défensivement à l'image de Mattia Caldara, faufilet sur l'égalisation d'Ernesto Torregrossa (1-1, 8e), après déjà deux erreurs dans les premières minutes.

Une bête vite effacée par une avalanche de buts: celui superbe de De Roon de l'extérieur du pied (2-1, 25e), puis la frappe puissante ras de terre de Malinovskyi (3-1, 28e) et enfin la tête de Zapata (4-1, 30e). Gosens, l'un des 7 joueurs qui a profité du turn-over ce mardi soir, est à créditer de deux passes décisives. En deuxième période, l'ancien Monégasque Pasalic s'est offert deux nouveaux buts grâce à une frappe du droit à la 55e (5-1) et une autre du gauche à la 58e (6-1), alors que Brescia a tout de même réussi à inscrire un deuxième but par Spalek en fin de match (6-2, 83e).

SUPER LEAGUE SUISSE Les calendriers des matches chamboulés

La Super League suisse de football se terminera le lundi 3 août et non pas le dimanche 2 août, alors que la Challenge League connaîtra sa dernière journée le 2 août au lieu du 31 juillet, rapporte mardi la presse locale. Les matches reportés Zurich-Sion et Wil-Grasshopper à cause de la pandémie de Covid-19 ont eu des conséquences sur les calendriers de la fin de saison. La quarantaine des joueurs du FCZ et le cas positif d'un joueur de GC vendredi dernier ont contraint la Swiss Football League à repenser le déroulement de la fin de saison. Ainsi, de façon à pouvoir permettre aux deux premières divisions de se terminer le 3 août au plus tard (selon les prescriptions de l'UEFA), plusieurs matches ont été décalés, ce qui permet de respecter la règle des deux jours de repos entre les rencontres.

Le FC Sion ou évolue l'internationale algérienne Ayoub Abdellaoui rattrapera ainsi son match en retard contre Zurich le mardi 28 juillet. Conséquence directe: la 35e journée de Super League, initialement prévue le mercredi 29 juillet, sera reportée vendredi 31 juillet. La 36e et dernière journée se disputera elle le lundi 3 août.

ETHIOPIE Pas de renouvellement de contrat pour le sélectionneur Mebrhatu

Le contrat du sélectionneur de l'équipe nationale d'Ethiopie, Abraham Mebrhatu, qui doit prendre fin le 6 août 2020, ne sera pas renouvelé, a annoncé la Fédération locale de football dans un communiqué.

"Engagé en juillet 2018, le contrat du sélectionneur des Walyas, Mebrhatu, ne sera pas prolongé pour manque de fonds, en ces temps de pandémie de coronavirus", a expliqué la même source.

Le sélectionneur des "Walyas" quitte ainsi l'équipe après l'exploit réalisé contre les "Eléphants" de Côte d'Ivoire (2-1), lors de la 2e journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2021) en novembre 2019.

Durant son expérience avec la sélection d'Ethiopie, Mebrhatu a signé



trois victoires et quatre nuls en 12 matchs disputés, toutes compétitions confondues, dont le

Championnat d'Afrique des nations des joueurs locaux. La Fédération devra

donc chercher un autre entraîneur pour la prise des qualifications de la CAN-2021.

Benfica confirme l'inculpation de son président pour fraude fiscale

Le président du Benfica Lisbonne, son bras droit, la société qui gère le club et celle qui détient son stade ont été mis en examen par la justice portugaise pour fraude fiscale aggravée, a annoncé le club mardi soir. Le président Luis Filipe Vieira, l'administrateur Domingos Soares de Oliveira et les deux sociétés sont soupçonnés d'avoir lésé le fisc à hauteur de 600.000 euros au cours des années 2016 et 2017, a expliqué Benfica dans un communiqué. Selon une information

dévoilée par le quotidien sportif A Bola et confirmée ensuite par plusieurs médias portugais, l'affaire porterait sur des paiements d'un montant de 1,8 million d'euros, versés en 2018 à un prestataire informatique, pour des

services qui n'auraient jamais été rendus.



Reprise du championnat zambien le 18 juillet

La Fédération zambienne de football (FAZ) a annoncé que la saison 2019/2020 reprendra le 18 juillet pour s'achever le 16 septembre 2020 avec deux matches à huis clos.

La FAZ Super Division est en pause depuis la mi-mars en raison des restrictions liées à la Covid-19.

Au moment de la suspension des activités de football, 25 journées

avaient été disputées pour neuf restantes.

La reprise de la campagne s'effectuera avec deux matches exceptionnels impliquant Zanaco, septuple champion de la Zambie, qui a aura un marathon de quatre matches à rattraper entre le 18 et le 29 juillet, en raison de son absence répétée due à sa brillante participation jusqu'en quarts de finale de la Coupe de la Confédération de la CAF 2019/2020.

Buildcon sera également en action durant ce mois de juillet afin de boucler ses deux rencontres en retard avant le coup d'envoi officiel de la 26e journée prévu le 1er août.

Forest Rangers mène actuellement le classement d'élite avec un point de plus que son poursuivant direct.

En effet, Napsa Stars est deuxième avec 46 points, tandis que Green Eagles et Nkana sont res-

pectivement troisième et quatrième avec 44 et 43 points.

Le champion en titre Zesco United occupe le cinquième rang avec 42 points et un match en retard. Par ailleurs, après le dénouement de la ligue, place à la Coupe ABSA 2020 qui se déroulera du 8 au 16 septembre.

La compétition démarrera au stade des huitièmes de finale pour cheminer jusqu'à l'apothéose.

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية بوزريعة
بلدية بن عكنون
رقم 09/أب/2020

إعلان عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملازمة

يعلم السيد رئيس المجلس الشعبي البلدي بن عكنون عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملازمة حول إنشاء نشاط من نوع مطعم بالمحل الكائن بحي زياد رقم 10 الطابق الأرضي بن عكنون، والمستعمل من طرف السيد الفير ايوب، وعليه كل المواطنين الساكنين في محور المكان المذكور والراغبين في إيداع رأيه، مدعورين للتقرب من مكتب الشؤون الاقتصادية للبلدية أين وضع سجل لهذا الغرض تحت تصرفهم ابتداء من تاريخ صدور هذا الإعلان في الصحافة الوطنية ولمدة خمسة عشر (15) يوما.

إلى غاية
ابتداء من

DK NEWS 16/07/2020

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولاية الجزائر
المقاطعة الإدارية بوزريعة
بلدية بن عكنون
رقم 09/أب/2020

إعلان عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملازمة

يعلم السيد رئيس المجلس الشعبي البلدي بن عكنون عن فتح تحقيق الملائمة وعدم الملازمة حول إضافة نشاط من نوع مطعم بالمحل الكائن بحي أحسن محوز عمارة ب 10 بن عكنون، والمستعمل من طرف السيد كرمين سفان، وعليه كل المواطنين الساكنين في محور المكان المذكور والراغبين في إيداع رأيه، مدعورين للتقرب من مكتب الشؤون الاقتصادية للبلدية أين وضع سجل لهذا الغرض تحت تصرفهم ابتداء من تاريخ صدور هذا الإعلان في الصحافة الوطنية ولمدة خمسة عشر (15) يوما.

إلى غاية
ابتداء من

DK NEWS 16/07/2020

MLS Orlando et Philadelphie premiers qualifiés pour les huitièmes

Orlando City et Philadelphia Union sont les premières équipes à se qualifier pour les huitièmes de finale du tournoi de reprise de la MLS après leur second succès en autant de matches, mardi dans le groupe A.

Le club d'Orlando a dominé New York City 3 à 1 et celui de Philadelphie a battu l'Inter Miami, la franchise détenue conjointement par David Beckham, 2 à 1.

Malgré leurs deux dé-

faites en deux rencontres, l'Inter Miami et New York City peuvent encore espérer se qualifier au titre de meilleurs troisièmes du tournoi "MLS is Back".

Dans le groupe F, le champion en titre, Seattle, a été battu par Chicago (2-1), et ne compte qu'un point en trois journées après son nul (0-0) samedi contre les San Jose Earthquakes.

Les Seattle Sounders devront impérativement l'emporter lundi contre

les Vancouver Whitecaps pour espérer continuer à défendre leur titre, le second décroché après celui de 2016.

La MLS, suspendue après deux journées à la mi-mars en raison de la pandémie de coronavirus, a repris début juillet sous un format similaire à la Coupe du monde, avec phase de groupes et élimination dire cte, dans une "bulle" à Disney World, à Orlando (Floride).

L'AC Milan lève l'option d'achat de Simon Kjaer

Simon Kjaer, prêté cette saison par Séville au Milan AC, s'est engagé définitivement avec le club italien. Le Danois (31 ans) a disputé 9 matchs cette saison avec les Rossoneri et s'est engagé avec le club jusqu'en 2022. Pour rappel, l'ancien Lillois (2013-2015) a été prêté à l'Atalanta en début de saison, avant de rejoindre Milan cet hiver. Le montant du transfert n'a pas été précisé par le club.



MESUT ÖZIL A ENVOYÉ UN MESSAGE À ARTETA

Avant l'affiche de la 36e journée de Premier League entre Arsenal et Liverpool, mercredi soir à l'Emirates Stadium, Mesut Özil s'est exprimé sur sa situation avec le club londonien.

Dans un court message posté sur son compte Twitter, le milieu offensif allemand s'est dit "prêt", autrement dit apte à la compétition. Cette sortie est directement adressée à son entraîneur Mikel Arteta, qui ne l'a pas utilisé une seule fois depuis la reprise des matches. En conférence de presse, le technicien espagnol a néanmoins prévenu : "Avec Mesut, la situation est toujours la même." Les fans des Gunners ne devraient donc pas voir le footballeur de 31 ans face au champion d'Angleterre. Au point que son absence des terrains soit prolongée jusqu'en fin de saison ? "Je ne sais pas. Pour le moment, la situation reste la même. Nous verrons si cela change."

L'IMPASSE D'EDINSON CAVANI

Sans club depuis le 1er juillet, Edinson Cavani ne sait toujours pas où il va évoluer la saison prochaine. Le meilleur buteur de l'histoire du PSG a moins d'offres que prévu pour le moment, mais nul doute qu'il trouvera chaussure à son pied d'ici la fin du mercato estival.

Proche de l'Atlético de Madrid l'hiver dernier, le Matador ne devrait pas rejoindre les Colchoneros la saison prochaine. En effet, selon le journal AS, le club madrilène ne serait plus intéressé par la venue du joueur.

Si le championnat espagnol semble s'éloigner de jour en jour, Edinson Cavani pourrait faire son grand retour en Italie la saison prochaine. Plusieurs clubs sont intéressés par son profil, malgré ses 33 ans passés. Des clubs comme l'AS Roma et l'Inter gardent un œil sur lui et pourraient lui proposer un contrat dans les prochaines semaines.

Cependant, s'il veut revenir dans le championnat italien, le meilleur buteur de l'Histoire du Paris Saint-Germain devra sans doute revoir ses prétentions salariales à la baisse.

Lors de sa période parisienne, l'Uruguayen touchait un salaire avoisinant les 15 millions d'euros annuel. D'après l'ancien directeur sportif de Parme, l'attaquant de la Céléste réclamerait un salaire de 12 millions d'euros. Un salaire exorbitant pour la plupart des clubs italiens.

L'international uruguayen sait donc ce qu'il lui reste à faire pour trouver preneur au mercato estival.

Milik a refusé de prolonger

Mauvaise nouvelle en vue pour Naples dans le dossier Arkadiusz Milik (26 ans, 22 matches et 10 buts en Serie A cette saison) ! D'après le journaliste de Transfermarkt Nicolo Schira, l'attaquant polonais a refusé deux offres de prolongation de contrat, alors que son bail avec les Azzurri se terminera en juin 2021. Un refus qui pousse les dirigeants napolitains à revoir leurs plans.

En effet, le président Aurelio De Laurentis n'a aucune intention de garder son avant-centre un an, puis de le perdre gratuitement. Dès lors, un départ estival est envisagé et Naples évalue son buteur entre 45 M€ et 50 M€. Un montant conséquent, étant donné la situation contractuelle de Milik. Mais une véritable aubaine pour la Juventus Turin qui fait du Polonais sa grande priorité en attaque. D'autres clubs sont également sur le coup comme Tottenham ou l'Atletico Madrid.



GUARDIOLA NE VEUT PAS PARTIR

Pep Guardiola a assuré qu'il allait rester à Manchester City, ce qu'il avait déjà affirmé, même en cas de relégation en quatrième division... Ce qui était encore une probabilité forte il y a quelques jours s'apparente aujourd'hui à une évidence : Pep Guardiola sera bien l'entraîneur de Manchester City la saison prochaine. Après avoir déjà laissé entendre qu'il ne quitterait pas le club même si la sanction de l'UEFA était confirmée, le technicien espagnol en a remis une couche. Il affirme que même en cas de rétrogradation administrative, il n'aurait pas quitté ses fonctions.

Chelsea se relance grâce à Giroud

Ce mardi, dans la lutte à la qualification pour la Ligue des Champions, Chelsea a fait le boulot contre Norwich (1-0), grâce à un but d'Olivier Giroud. La pression est désormais sur Manchester United et Leicester.

Corrigés samedi dernier par Sheffield United (3-0), les Blues se devaient de réagir ce mardi lors de la réception du reléguable Norwich. Tout autre résultat qu'un succès auraient placé les Londoniens en mauvaise posture dans l'optique d'une qualification pour la prochaine Ligue des Champions. Le contrat a été finalement rempli, même si c'était sur le plus petit des écarts. Olivier Giroud s'est rendu l'auteur du seul but de la rencontre.

Buteur lors de ses deux dernières titularisations, l'attaquant français a remis ça pour offrir à son équipe trois points très importants. Le champion du monde a fait la différence à un moment clé de la rencontre. Juste avant la pause (46eme), et alors qu'il venait de manquer une opportunité intéressante un quart d'heure auparavant (30eme), il a débloqué la situation d'une reprise de la fête après un centre parfait de Christian Pulisic. Une réalisation qui a fait un bien fou aux locaux.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE Le Président Tebboune reçoit de nouveaux messages de vœux de chefs d'Etat

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a reçu de nouveaux messages de vœux de chefs d'Etat à l'occasion du 58^e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, indique mardi un communiqué de la Présidence de la République. "A l'occasion du 58^e anniversaire de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu de nouveaux messages de vœux émanant de M. Arif Alvi, président de la République islamique du Pakistan, de M. Brahim Ghali, président de la République arabe sahraouie démocratique et du général Abdel Fattah Al-Burhan, président du Conseil de transition du Soudan", précise le communiqué.

RELANCE ÉCONOMIQUE Le Président Tebboune instruit le Premier ministre de préparer une rencontre sur le plan de relance socio-économique en août

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad, à l'effet de préparer une rencontre sur le plan national de relance socio-économique les 16 et 17 août prochain, annonce mardi un communiqué des services du Premier ministre.

"Monsieur le Président de la République a instruit le Premier ministre à l'effet de préparer une rencontre sur le plan national de relance socio-économique, qui doit se tenir les dimanche et lundi 16 et 17 août 2020", note la même source. Cette rencontre regroupera "les membres du Gouvernement chargés du développement et de la relance économique, les opérateurs économiques, les banques et institutions financières ainsi que les partenaires sociaux, à travers les organisations syndicales de travailleurs et patronales". Elle a pour objectif



"la consolidation du plan national de relance socio-économique, l'édification d'une nouvelle économie nationale sous-tendue par la diversification des sources de croissance, l'économie du savoir, la transition énergétique et la gestion rationnelle des richesses nationales", précise le communiqué

OPEP+

M. Attar prendra part aujourd'hui aux travaux de la 20^{ème} réunion du JMCC

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, participera mercredi aux travaux de la 20^{ème} réunion du Comité ministériel mixte de suivi Opep et non-Opep (JMCC) qui sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court et moyen termes, a indiqué mardi un

communiqué du ministère. "Le ministre de l'Énergie et Président de la Conférence de l'OPEP, Monsieur Abdelmadjid Attar, participera aux travaux de la 20^{ème} Réunion du Comité ministériel mixte de suivi OPEP/non-OPEP (JMCC), qui se tiendra, le mercredi 15 juillet, par Visio-conférence", a précisé la même

source. Selon le ministère, les membres du JMCC auront également à évaluer le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois de juin 2020, tels que décidés lors de la 10^{ème} Réunion ministérielle OPEP et Non-OPEP du 12 avril.

Cette réunion est précédée, aujourd'hui mardi, par celle du Comité Technique Conjoint (JTC). Pour rappel, le JMCC est composé de sept pays membres de l'OPEP (Algérie, Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'OPEP (Russie et Kazakhstan).

Attar : Le taux de conformité est "largement satisfaisant"

La conformité globale à l'accord de baisse de la production pétrolière conclu entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés, a atteint en juin un taux "largement satisfaisant", a indiqué mercredi à Alger le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar. "Le taux de conformité est très satisfaisant avec près de 112% pour les pays Opep et autour de 100% pour les pays non-Opep", a déclaré M. Attar à la presse en marge de la cérémonie d'installation du comité d'éthique du groupe Sonelgaz.

Cet engagement de la part des pays de l'Opep+ a permis de tirer à la hausse

les prix du baril qui se situent actuellement entre 42 et 43 dollars pour le Brent (contre 25 dollars fin avril), a constaté le ministre. Le prix moyen du baril pour l'année 2020 devrait dépasser les 40 dollars, prévoit M. Attar en se référant aux dernières études et analyses du marché pétrolier.

Le Comité ministériel mixte de suivi Opep et non-Opep (JMCC) tiendra cet après-midi par visio-conférence sa 20^{ème} réunion, avec la participation du M. Attar. La réunion sera consacrée à l'examen de la situation du marché pétrolier international et à ses perspectives d'évolution à court et moyen

termes. Les membres du JMCC auront également à évaluer le niveau de respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de l'accord, tels que décidés lors de la réunion du 12 avril. L'accord de l'Opep+ prévoyait initialement une baisse de la production pétrolière de 9,6 millions de barils par jour (mbj), pour mai et juin, avant de la prolonger pour un mois supplémentaire, c'est à dire jusqu'au 31 juillet 2020. Cette baisse qui devait être progressivement assouplie, à partir du 1^{er} août, avec une réduction initialement prévue de 7,7 mbj jusqu'à fin décembre.

ALGÉRIE/INDONÉSIE Le Président Tebboune reçoit l'ambassadrice d'Indonésie en Algérie

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi à Alger, l'ambassadrice de la République d'Indonésie, Mme Dra. Hj. Safira Machrusah qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, Mme Safira Machrusah a qualifié de "bonnes" les relations de coopération existantes entre l'Algérie et l'Indonésie, notamment dans les domaines économique et commercial.

ALGÉRIE-BELGIQUE Le Président Tebboune reçoit l'ambassadeur du Royaume de Belgique en Algérie

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi, l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Belgique, M. Pierre Gillon qui lui a rendu une visite d'adieu, au terme de sa mission en Algérie, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le Prési-

dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi, son Excellence M. Pierre Gillon, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume de Belgique, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie", lit-on dans le communiqué.

JUSTICE Tribunal de Sidi M'hamed: Mahieddine Tahkout condamné à 16 ans de prison ferme

Le tribunal de Sidi M'hamed d'Alger a condamné, mercredi, l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout poursuivi pour plusieurs affaires liées à la corruption, à une peine de 16 ans de prison ferme, assortie d'une amende de 8.000.000 DA.

Rachid, Hamid et Bilal Tahkout ont été condamnés à une peine de 7 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8.000.000 DA. Nacer Tahkout a été condamné, quant à lui, à 3 ans de prison et 8.000.000 DA d'amende. Le tribunal a également ordonné le gel de tous les comptes bancaires des sociétés de Tahkout, la confiscation de leurs biens et leur exclusion de la participation aux marchés publics pour une durée de 5 ans. Dans la même affaire, le tribunal a condamné les anciens Premiers ministres Ahmed Ouya-

hia et Abdelmalek Sellal à une peine de 10 ans de prison ferme et 500.000 DA d'amende chacun, alors que l'ancien ministre de l'Industrie, Abdelham Bouchouareb, en état de fuite, écope d'une peine de 20 ans de prison ferme assortie d'une amende de 2.000.000 DA. L'ancien ministre de l'Industrie Youcef Yousfi et l'ancien wali de Skikda Faouzi Belhocine ont été condamnés à 2 ans d'emprisonnement ferme. L'ancien ministre des Travaux publics Ammar Ghoul écope, quant à lui, de 3 ans de prison ferme, tandis que l'ancien ministre des Travaux publics et des Transports Abdelghani Zaalane a été acquitté des charges retenues contre lui.

Le tribunal de Sidi M'hamed a rendu un jugement réclamant l'indemnisation du trésor public à hauteur de 309 milliards de DA.

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE Six narcotrafiquants arrêtés et une quantité de psychotropes saisie à Oum El Bouaghi et Bordj Bou Arreridj

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) et des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, suite à deux opérations distinctes menées lundi à Oum El Bouaghi et Bordj Bou Arreridj, six narcotrafiquants et saisi une importante quantité de psychotropes et quatre véhicules touristiques, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire et

des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, en coordination avec les services de la Sûreté nationale, le 13 juillet 2020, suite à deux opérations distinctes menées à Oum El Bouaghi et Bordj Bou Arreridj en 5^e Région militaire, six (06) narcotrafiquants et saisi 31935 comprimés psychotropes et quatre (04) véhicules touristiques", précise la même source. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP a saisi, à Ouargla en 4^e Région militaire, un (01) véhicule tout-terrain, 2048 boîtes de médicaments et 7200 paquets de cigarettes destinés à la contrebande", tan-

dis que des Gardes-côtes "ont saisi deux (02) moyens de pêche illicite de corail à Elkala en 5^e Région militaire". Par ailleurs, des détachements de l'ANP "ont appréhendé, à Bordj Badji Mokhtar en 6^e Région militaire, vingt (20) individus et saisi huit (08) groupes électrogènes et neuf (09) marteaux piqueurs servant dans les opérations illégales d'orpaillage", alors que des Gardes-côtes "ont mis en échec une tentative d'émigration clandestine de cinq (05) personnes à bord d'une embarcation de construction artisanale, à Annaba en 5^e Région militaire".